
Revue de presse

Mercredi 29 juin 2022 à 12 h 08

31 documents

Sommaire

Revue de presse • 31 documents

Le Soleil (Québec, QC) (site web)	7 décembre 2020 Services de consommation supervisée: après la pétition contre le choix du site, une pétition... en faveur	4
ICI Radio-Canada - Québec (site web)	5 décembre 2020 Deux nouvelles drogues de rue inquiètent la santé publique de Québec	6
ICI Radio-Canada - Québec (site web)	4 décembre 2020 Les services de consommation supervisée verront le jour coûte que coûte	8
Le Soleil (Québec, QC) (site web)	3 décembre 2020 Des propriétaires de la Basse-Ville préoccupés par le futur site de consommation supervisée	11
Québec Express (La Cité / Limoilou / Vanier, QC)	25 novembre 2020 ouvrira en février prochain consommation supervisée Le site de	13
Le Journal de Québec (site web réf.) - Canoë - le journal de Quebec	20 novembre 2020 Saint-Roch accueillera le centre d'injection supervisée	15
Le Journal de Québec	19 novembre 2020 CONSOMMATION Drogues: SAINT-ROCH ACCUEILLERA LE CENTRE D'INJECTION SUPERVISÉE	16
La Presse+	19 novembre 2020 Québec aura son centre de consommation supervisée de stupéfiants	18
Le Soleil (Québec, QC) (site web)	18 novembre 2020 La consommation supervisée de drogue dans Saint-Roch dès février [VIDÉO]	20
ICI Radio-Canada - Québec (site web)	18 novembre 2020 La consommation de drogues supervisée offerte à Québec dès février	23
ICI Radio-Canada - Québec (site web)	18 novembre 2020 La consommation de drogues supervisée offerte à Québec dès février	25
Le Journal de Québec (site web réf.) - Canoë - le journal de Quebec	18 novembre 2020 Le centre d'injection supervisé de Québec sera dans Saint-Roch	27
Québec Hebdo (site web)	18 novembre 2020 Un premier site de consommation supervisée en février dans Saint-Roch	28
Le Devoir	4 novembre 2020 Oui à une réforme, et cela presse !	30
ICI Radio-Canada - Québec (site web)	2 novembre 2020 Labeaume mise sur les organismes existants pour s'attaquer aux enjeux de santé mentale	32
Le Soleil (Québec, QC) (site web)	24 août 2020 Surdoses et pandémie: pourquoi les intervenants terrain s'inquiètent	34
Le Soleil (Québec, QC) (site web)	23 août 2020 Surdose et pandémie: pourquoi les intervenants terrain s'inquiètent	38

ICI Radio-Canada - Québec (site web)	12 juin 2020	SABSA offrira le premier service de consommation supervisée de Québec	42
ICI Radio-Canada - Québec (site web)	12 juin 2020	SABSA offrira le premier service de consommation supervisée de Québec	44
ICI Radio-Canada - Québec (site web)	23 mai 2020	Du GHB suspecté d'avoir causé trois surdoses mortelles à Québec	46
Le Journal de Québec (site web réf.) - Canoë - le journal de Québec	7 mars 2020	La SABSA devient mobile	48
Le Soleil (Québec, QC)	6 mars 2020	SABSA déploie une clinique de soins mobile	49
Le Journal de Québec	6 mars 2020	LA SABSA DEVIENT MOBILE	51
ICI Radio-Canada - Québec (site web)	5 mars 2020	SABSA étend ses services en région avec une clinique mobile	53
ICI Radio-Canada - Québec (site web)	5 mars 2020	SABSA étend ses services en région avec une clinique mobile	54
RCI - Radio Canada International (site web)	28 février 2020	Hépatite C chronique : importance du dépistage pour contrer les ravages d'un mal insidieux	55
Le Soleil (Québec, QC)	11 février 2020	Don anonyme de 200 000 \$ à la clinique SABSA	58
Le Journal de Québec	11 février 2020	LA DONATRICE VEUT GARDER L'ANONYMAT : UN DON HISTORIQUE DE 200 000 \$ POUR LA FONDATION SABSA	59
ICI Radio-Canada - Québec (site web)	10 février 2020	Un don anonyme de 200 000 \$ à la clinique SABSA	61
Le Journal de Québec (site web réf.) - Canoë - le journal de Québec	10 février 2020	La Fondation SABSA reçoit un don anonyme de 200 000\$	62
ICI Radio-Canada - Québec (site web)	25 janvier 2020	Quand Saint-Roch devient hors de prix pour une clinique de proximité	63

leSoleil

Nom de la source

Le Soleil (Québec, QC) (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Lundi 7 décembre 2020 • 11h51 HE

Le Soleil (Québec, QC) (site web) • 636 mots

Services de consommation supervisée: après la pétition contre le choix du site, une pétition... en faveur

Élisabeth Fleury

Le Soleil

En réplique à la pétition lancée par des «propriétaires préoccupés de la Basse-Ville de Québec», des résidents du secteur font circuler à leur tour une pétition en appui au site de services de consommation supervisée (SCS) qui doit ouvrir en février dans les locaux de la clinique **SABSA.**

En 24 heures, plus de 700 personnes, majoritairement des résidents du secteur, ont signé la pétition intitulée Résident.e.s de la Basse-Ville pour un site de consommation supervisée sur Saint-Vallier-Est.

Dans un communiqué diffusé lundi, les instigateurs de la pétition expliquent que c'est «en prenant connaissance de la pétition s'opposant au choix du site qu'est venue l'idée de faire une pétition d'appui au projet».

La semaine dernière, *Le Soleil* rapportait que «des propriétaires préoccupés de la Basse-Ville de Québec» avaient lancé une pétition intitulée Dénoncez les services de consommation supervisés dans un quartier résidentiel/familial, dans laquelle on soutient que le site n'est pas compatible avec la vision de développement du quartier qui prévaudrait actuellement.

«[L]a Ville de Québec tente de donner une vocation familiale qui ne nous semble pas compatible avec l'implantation

Photothèque Le Soleil

En 24 heures, plus de 700 personnes, majoritairement des résidents du secteur, ont signé la pétition intitulée Résident.e.s de la Basse-Ville pour un site de consommation supervisée sur Saint-Vallier-Est.

d'un centre de services de consommation supervisée», explique-t-on dans la pétition en ligne hébergée par le site [change.org](#).

«[Nous] croyons que la population, les commerçants et les entreprises du quartier auraient eu avantage à être consultés avant l'annonce de cette implantation, qui aura des répercussions sur leur quartier», écrivent les instigateurs de cette pétition.

Or, comme l'a rappelé la directrice générale de **SABSA**, Amélie Bédard, c'est au terme de consultations publiques tenues en 2018 qu'il «avait été fortement suggéré que le site se situe à la jonction des quartiers Saint-Sauveur et de Saint-Roch, ce qui sera le cas».

© 2020 Le Soleil (Québec, QC) (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20201207-LSW-7053958f58b2e9c15db2891285e3a129

Pour l'un des signataires de la pétition en appui au projet, Jonathan Carmichael, «ça fait des années que les pourparlers durent, on ne pouvait pas croire qu'encore une fois il y avait des remises en question».

«On parle d'un service de santé dont le besoin est identifié depuis longtemps et qui aura des impacts majeurs pour les personnes qui le fréquenteront, mais aussi des impacts positifs pour l'ensemble de la communauté», fait valoir M. Carmichael dans un communiqué.

D'autres signataires de la pétition estiment que le choix du site n'est pas problématique. «Nous avons des enfants d'âge préscolaire, nous vivons à 200 mètres du futur site et on trouve ça très positif que ce service soit enfin mis sur pied dans le quartier», témoignent Typhaine Leclerc et Patrice Lemieux Breton, qui habitent l'îlot des Tanneurs.

«Pour nous, vivre au centre-ville, c'est côtoyer plein de gens qui ont des besoins différents des nôtres. On veut favoriser l'ouverture d'esprit de nos enfants et leur apprendre qu'on a toutes et tous les mêmes droits», plaide le couple.

La résidente du quartier Saint-Roch Marjorie Champagne, propriétaire d'un condo voisin de l'emplacement du futur SCS, croit pour sa part qu'il faut «faire confiance». Elle souligne que «la directrice de **SABSA** a parlé d'un comité de voisinage» et que «c'est une bonne idée». «S'il y a des défis, ce sera l'endroit pour en discuter», dit-elle dans le communiqué.

Pour les signataires de la pétition, «au-delà des intérêts individuels, c'est une vision globale et des enjeux collectifs qui doivent orienter le développement urbain et l'offre de services communau-

taires et de santé».

Cet article est paru dans **Le Soleil (Québec, QC) (site web)**

<https://www.lesoleil.com/actualite/sante/services-de-consommation-supervisee-apres-la-petition-contre-le-choix-du-site-une-petition-en-faveur-7053958f58b2e9c15db2891285e3a129>

Note(s) :

Cet article a été modifié le 2020-12-07 à 15h08 HE.



Nom de la source

ICI Radio-Canada - Québec (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Samedi 5 décembre 2020

ICI Radio-Canada - Québec (site web) • 505 mots

Deux nouvelles drogues de rue inquiètent la santé publique de Québec

Sébastien Tanguay

Après une éclipse d'un an, le fentanyl est de retour à Québec, accompagné de deux nouvelles drogues de rue susceptibles d'augmenter le nombre de surdoses dans la capitale.

Leurs noms : étizolam et isotonitazène.

La première est responsable d'une augmentation des surdoses constatée au cours des derniers mois dans plusieurs régions du Québec, avertit le CIUSSS de la Capitale-Nationale dans une note interne.

La deuxième est communément appelée Toni : il s'agit d'un opioïde de synthèse réputé plus puissant que le fentanyl, un analgésique très puissant, selon Santé Canada, et lié à 77 % des 16 324 surdoses mortelles survenues dans le pays entre janvier 2016 et mars 2020.

Le centre de toxicologie du Québec a détecté l'une et l'autre pour la première fois en novembre 2020.

Depuis, trois surdoses survenues à Québec ont impliqué l'étizolam, dont une mortelle.

Même s'il n'en a provoqué aucune jusqu'à maintenant à Québec, l'isotonitazène est associé à un risque accru de surdoses, indique le CIUSSS.

Puisqu'il est plus fort que le fentanyl, plusieurs injections de naloxone pourraient être nécessaires pour renverser une surdose provoquée par la substance.

La naloxone est l'antidote aux surdoses dues aux opioïdes.

Elle est offerte gratuitement dans les pharmacies communautaires.

Dans la région de Québec, le CIUSSS recense huit organismes qui offrent la naloxone.

Armée du Salut

Coopérative **SABSA**

Maison Dauphine

Projet intervention prostitution Québec (PIPQ)

Point de Repères

Projet L.U.N.E

Clinique SPOT

SQUAT Basse-Ville

La santé publique régionale se veut rassurante : le nombre de surdoses demeure relativement stable dans les derniers mois, indique-t-elle dans la note interne envoyée aux professionnels de la santé.

Toutefois, vu l'arrivée dans les rues de

© 2020 CBC/Radio-Canada. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Québec de nouvelles substances illicites jusqu'alors non identifiées dans notre région, le CIUSSS entend rehausser la vigilance.

ÉtizolamPrésent sur le marché noir depuis quelques années, l'étizolam était seulement offert en comprimés, indique le CIUSSS. Les récentes surdoses sont liées à l'étizolam sous forme de liquide clair, non visqueux et ayant une odeur ressemblant à un sirop médicinal. La substance était récemment vendue en tant que « nouvelle drogue » ou « Xanax liquide » dans une fiole translucide de couleur bleue, précise le CIUSSS dans sa note interne. D'autant plus que le fentanyl, ce puissant opioïde qui fait des ravages dans l'ouest du Canada et aux États-Unis, a refait surface à Québec.

Le fentanyl et ses dérivés ont également été détectés dans deux surdoses, dont une mortelle » depuis le début du mois de novembre, écrit le CIUSSS.

Il s'agit des premiers cas de détection de fentanyl dans la région depuis novembre 2019.

Le CIUSSS de la Capitale-Nationale a observé une moyenne annuelle de 17 décès causés par une intoxication confirmée aux drogues ou aux opioïdes entre 2008 et 2016.

En 2017, quelque 150 consultations avaient lieu chaque mois, en moyenne, dans les urgences de la région pour une intoxication aux drogues ou aux opioïdes.

À lire aussi : Les services de consommation supervisée verront le jour coûte que coûte
L'héroïne mauve aurait fait une première victime à Québec

Canada - Québec (site web)

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1754808/droque-quebec-fentanyl-naloxon-e-surdose-ciuss>

Cet article est paru dans ICI Radio-



Nom de la source

ICI Radio-Canada - Québec (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Vendredi 4 décembre 2020

ICI Radio-Canada - Québec (site web) • 1290 mots

Les services de consommation supervisée verront le jour coûte que coûte

David Rémillard

Malgré les inquiétudes manifestées par des propriétaires d'immeubles de la rue Saint-Vallier Est, le CIUSSS de la Capitale-Nationale et la coopérative **SABSA** n'en démordent pas : les services de consommation supervisée (SCS) verront le jour à Québec au nom de la dignité et de la santé publique.

Environ 80 personnes ont assisté à une rencontre d'information tenue en ligne, jeudi soir, au sujet de l'implantation prochaine des SCS au 60, rue Saint-Vallier Est, dans le quartier Saint-Roch.

Le CIUSSS Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux et son partenaire **SABSA** ont précisé d'emblée qu'ils souhaitaient une mise en service du site dès la fin de février dans les actuels locaux de la coopérative de solidarité.

Tour à tour, les responsables du projet ont vanté les mérites des SCS partout où ils ont été implantés au Canada. On a essentiellement répété des arguments avancés depuis près d'une décennie par le milieu communautaire et les organismes travaillant avec des utilisateurs de drogue par injection ou inhalation.

Prévention des surdoses, milieu d'injection stérile et sécuritaire, soins de première ligne, accompagnement par des

pairs aidants; les avantages surpassent selon eux les inconvénients. Toujours en se basant sur les expériences mises en place ailleurs au pays, le CIUSSS Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux et **SABSA** n'anticipent aucune problématique particulière comme le flânage et une augmentation de la criminalité ou de la vente de drogue dans le secteur.

On assure tout de même qu'un comité de bon voisinage sera formé, tout comme un comité de suivi auprès des organismes communautaires et du Service de police de la Ville de Québec, lequel appuie le projet de SCS.

Claudine Lemay, directrice adjointe à la Direction santé mentale et dépendances du CIUSSS de la Capitale-Nationale

Photo : Radio-Canada / Nicole Germain

Il est temps Si les arguments sont les mêmes et de plus en plus appuyés par la littérature scientifique, a-t-on fait valoir jeudi, le sentiment d'urgence d'avoir des SCS à Québec, lui, a augmenté. La capitale est l'une des rares grandes villes du pays à ne pas avoir une telle installation.

Claudine Lemay, directrice adjointe des programmes de santé mentale et dépendances au CIUSSS Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux, a martelé qu'il fallait offrir les ser-

© 2020 CBC/Radio-Canada. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20201204-CSQ-006

vices le plus rapidement possible. Je réitère la nécessité, la pertinence [des SCS]. Les gens ont droit à la santé, a-t-elle déclaré.

Le choix de **SABSA**, lors d'un appel de projets lancé au printemps, s'explique d'ailleurs en bonne partie par ce besoin de faire vite. Chiffres à l'appui, on a rappelé que 23 décès par surdose surviennent chaque année depuis 10 ans à Québec. La transmission d'infections, comme le VIH ou l'hépatite C, continue aussi d'inquiéter.

Il a été jugé qu'il y avait une acceptabilité sociale acceptable qui permettait d'aller de l'avant.

Claudine Lemay, directrice adjointe à la Direction santé mentale et dépendances du CIUSSS de la Capitale-Nationale Une responsable du CIUSSS Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux a soulevé qu'aucun décès par surdose n'était survenu dans un SCS à travers le pays, notamment grâce à la présence de personnel de soins prêt à intervenir en cas de surconsommation.

Autre facteur à considérer, la pandémie de COVID-19 a modifié le portrait de la consommation, évoque-t-on au CIUSSS Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux. Notamment parce que la fermeture des frontières rend l'approvisionnement en drogue plus difficile.

Les consommateurs se tournent vers d'autres produits auxquels ils sont moins habitués. On remarque aussi de plus en plus de cas de drogues contaminées par l'utilisation de produits de coupe. Le fait d'avoir un SCS permet de contrôler la consommation et d'intervenir en cas de surdose, a souligné une médecin du CIUSSS Centre intégré universitaire de

santé et de services sociaux. On espère également pouvoir tester les drogues apportées par les consommateurs.

En 2018, un mouvement de contestation s'était affiché contre le projet de SCS sous les bretelles de l'autoroute Dufferin-Montmorency.

Photo : Radio-Canada / Éric Careau

Des propriétaires inquiets Après l'annonce d'un site sous les bretelles de l'autoroute Dufferin-Montmorency, en 2018, commerçants et propriétaires d'immeubles avaient témoigné de leur désaccord avec le choix du CIUSSS-Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux. Pour des raisons diverses, le lieu a été abandonné et le projet retardé.

Nouveau site, mêmes inquiétudes.

Rainier Speth possède le 65 Saint-Vallier Est. Le bâtiment compte 56 logements et est situé directement en face de la coopérative **SABSA**, où seront installés les SCS.

M. Speth a dénoncé jeudi le choix d'emplacement, craignant les attroupements près de son immeuble et les rencontres impromptues entre ses locataires et les utilisateurs de drogue qui se rendront aux SCS. Je ne comprends pas pourquoi on plante un SCS dans ce secteur-là, qui est en renouveau, a-t-il dit.

Ça me fait beaucoup de peine de voir cette implantation-là.

Rainier Speth, propriétaire d'immeubles Le propriétaire immobilier préférerait que les SCS soient annexés aux futurs locaux de la clinique de santé de **SABSA**, qui déménagera en janvier sur la rue de la Couronne, davantage au nord du

quartier Saint-Roch.

Les SCS seront installés dans le bâtiment à gauche, à l'angle de la rue Saint-Crépin. À droite, le 65 Saint-Vallier Est, propriété de Rainier Speth.

Photo : Radio-Canada / Marie-Pier Mercier

Même son de cloche du côté de Catherine Bowen, copropriétaire du 77 Saint-Vallier Est. Cette dernière a déploré la cohabitation parfois difficile avec les personnes qui fréquentent actuellement la clinique **SABSA**. Il s'agit pour la plupart de personnes marginalisées, désaffiliées du réseau traditionnel de la santé. Certaines utilisent des drogues par injection ou inhalation ciblées par le projet.

Mme Bowen croit que les SCS seront ultimement mauvais pour les affaires. Elle craint que les locataires long terme et court terme ne souhaiteront plus s'installer en face de ce futur centre, a-t-elle dit lors de l'assemblée en ligne.

Contrairement à ces propriétaires, des résidents ont donné leur appui au projet jeudi soir, car ils considèrent que les utilisateurs de drogue sont déjà dans le quartier. Plusieurs ont salué la possibilité de leur offrir un lieu sécuritaire et fermé pour consommer, plutôt que de les laisser avoir recours à des lieux publics.

Devant les inquiétudes mentionnées, plusieurs ont appelé à l'ouverture.

Accompagnement Les responsables du CIUSSS Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux et de **SABSA** ont dit entendre et comprendre les préoccupations soulevées. Toutefois, l'heure n'est plus aux débats. Peu importe, le projet va de l'avant, a tranché Amélie Bédard, directrice générale de

SABSA, en entrevue après la rencontre.

[4452/service-consommation-supervise
e-quebec-craintes-ciusss-saint-roch](https://www.4452/service-consommation-supervise-e-quebec-craintes-ciusss-saint-roch)

Ça fait quand même dix ans que ça se discute, ce projet-là. Il y a eu beaucoup de consultations, a-t-elle ajouté. Elle soutient que plusieurs craintes avancées en 2018 ont été prises en considération. Plusieurs souhaitent que les SCS se rapprochent du quartier Saint-Sauveur, ce que permet le site de la rue Saint-Vallier Est.

C'est normal que ça réveille toute sorte de craintes dans l'imaginaire.

Amélie Bédard, directrice générale, **SABSA** Mme Bédard croit qu'il n'y a pas de lieu parfait ni d'endroit où il n'y aura aucune contestation. Mais à la lumière des données disponibles, il semble clair que la clientèle visée se trouve majoritairement dans les quartiers centraux. On va continuer le dialogue. On est en mode ouverture, recherche de solutions et on va continuer d'être à l'écoute, promet-elle aux personnes inquiètes.

Mme Bédard rappelle que **SABSA** travaille déjà avec les personnes susceptibles de se rendre aux SCS. Des personnes envers qui des préjugés collent à la peau en raison du caractère illégal de la consommation de drogue.

Le CIUSSSCentre intégré universitaire de santé et de services sociaux s'engage également à mesurer les effets des SCS sur la population, tant auprès des utilisateurs que des simples résidents.

David Rémillard (accéder à la page de l'auteur)David Rémillard

Cet article est paru dans ICI Radio-Canada - Québec (site web)

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/175>

Nom de la source

Le Soleil (Québec, QC) (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Jeudi 3 décembre 2020 • 17h28 HE

Le Soleil (Québec, QC) (site web) • 542 mots

Des propriétaires de la Basse-Ville préoccupés par le futur site de consommation supervisée

Valérie Marcoux

Le Soleil

Lancée il y a une semaine, une pétition signée par une centaine de personnes remet en cause l'emplacement du site de consommation supervisée (SCS) qui doit ouvrir en février prochain au 60 rue Saint-Vallier Est à Québec, dans les locaux de la clinique SABSA.

La pétition, créée et signée par «Des propriétaires préoccupés de la Basse-Ville de Québec», avance que le SCS n'est pas compatible avec la vision de développement du quartier qui prévaudrait actuellement. «[L]a Ville de Québec tente de donner une vocation familiale qui ne nous semble pas compatible avec l'implantation d'un centre de services de consommation supervisée», peut-on lire sur la pétition en ligne hébergée par le site change.org et intitulée *Dénoncez les services de consommation supervisés dans un quartier résidentiel / familial*.

Les créateurs de la pétition précisent qu'ils ne s'opposent pas au projet du SCS en soi puisqu'il répondrait effectivement «aux besoins criants d'une clientèle en détresse et défavorisée», indiquent-ils.

Les signataires et autres personnes qui consulteraient la pétition sont ensuite invités à assister à l'Assemblée publique d'informations et d'échange virtuelle organisée par le CIUSSS de la Capitale-Nationale qui est prévue à 19h le jeudi 3 décembre, afin de faire part de leurs in-

Photothèque Le Soleil

Le site de consommation supervisée (SCS) doit ouvrir en février prochain au 60 rue Saint-Vallier Est à Québec, dans les locaux de la clinique SABSA.

quiétudes et opinions.

Consultations publiques tenues en 2018

«[Nous] croyons que la population, les commerçants et les entreprises du quartier auraient eu avantage à être consultés avant l'annonce de cette implantation, qui aura des répercussions sur leur quartier», écrivent les créateurs de la pétition.

Or, c'est au terme de consultations publiques tenues en 2018 qu'il «avait été fortement suggéré que le site se situe à la jonction des quartiers Saint-Sauveur et de Saint-Roch, ce qui sera le cas», rappelle la directrice générale de la clinique SABSA Amélie Bédard, qui comprend tout de même les inquiétudes générées par le projet.

«Pour plusieurs, il y a une grande part d'inconnu, d'autant plus qu'à ce jour il

© 2020 Le Soleil (Québec, QC) (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20201203-LSW-c59ddec8fa167e2e32400b2baad6e68c

n'y a pas encore de services de ce genre à Québec. Il est donc tout à fait légitime et compréhensible que des personnes se questionnent sur la portée d'un tel projet.»

Elle ajoute qu'un tel projet vise notamment à rendre les lieux publics plus sécuritaires.

De plus, un «comité de bon voisinage» permettra au projet d'évoluer tout en tenant compte des besoins des utilisateurs et de la communauté, permettant de réagir rapidement si des ajustements sont nécessaires, explique la directrice générale de **SABSA**.

«Le CIUSSS de la Capitale-Nationale et **SABSA** ont la volonté de limiter les impacts de cohabitation et rassurer les craintes des résidents à proximité», affirme Amélie Bédard.

Elle rappelle que le projet du SCS compte sur plusieurs partenaires, dont la Ville de Québec, le Service de Police de Québec, l'Institut national de santé publique du Québec, la direction de santé publique du MSSS ainsi que de nombreux organismes communautaires établis dans les quartiers centraux de la ville.

Cet article est paru dans Le Soleil (Québec, QC) (site web)

<https://www.lesoleil.com/actualite/des-propriteaires-de-la-basse-ville-preoccupes-par-le-futur-site-de-consommation-supervisee-c59ddec8fa167e2e32400b2baad6e68c>

Note(s) :

Cet article a été modifié le 2020-12-03 à 18h19 HE.



Nom de la source

Québec Express (La Cité / Limoilou / Vanier, QC)

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Mensuel ou bimensuel

Couverture géographique

Locale

Provenance

Québec, Québec, Canada

p. 2



Mercredi 25 novembre 2020

Québec Express (La Cité / Limoilou / Vanier, QC) • p. 2 • 457 mots

ouvrira en février prochain consommation supervisée Le site de

Perrine Gruson

Le site de consommation supervisée se situera au 60, rue Saint-Vallier Est, dans les locaux actuels de la coopérative de solidarité. «**SABSA** sera donc relocalisée, toujours dans Saint-Roch au 265, rue de la Couronne», exprime Amélie Bédard, directrice générale de **SABSA**. Les employés actuels de **SABSA** quitteront les lieux à la mi-janvier et il est prévu que l'entrepreneur aménage rapidement les locaux pour que l'ouverture du site de consommation et d'injection se fasse au courant de février 2021.

L'endroit pourra accueillir une quinzaine de consommateurs de drogues dures, répartis dans les cinq cubicules, une aire d'attente et un espace de répit, hors contexte pandémique.

Le CIUSSS dégage 500 000 \$ pour l'implantation de l'infrastructure, mais recevra une allocation via le Fonds de lutte aux opioïdes. Six nouveaux employés travailleront au SCS, dont une infirmière, des pair-aidants et des intervenants communautaires.

«UN ENDROIT PARFAIT» Pour Sébastien Lévesque, représentant de L'ADDICQ (Association pour la défense et l'inclusion des personnes qui consomment des drogues du Québec), le fait que le nouveau site prenne place à la coopérative **SABSA** ne pouvait mieux

Le SCS de Québec ouvrira en février prochain. /Photo Métro Média – Archives

tomber. «À mon avis, l'endroit est parfait. [...] C'est déjà un endroit qui est fréquenté par les utilisateurs de drogues, donc c'est déjà connu», fait valoir M. Lévesque.

Il juge qu'il était urgent d'avoir un tel service à Québec. «S'il y a une seule personne qui s'injecte, on a besoin d'un SCS». Pour lui, c'est une excellente nouvelle, puisque cela incitera les consommateurs à avoir une bonne hygiène, et s'injecter de façon sécuritaire. La docteure Anne-Frédérique Lambert-Slythe, spécialiste en maladies infectieuses, est du même avis. Un tel site diminue selon elle les pratiques à risque et garde le contact avec la clientèle qui peut y recevoir des conseils.

M. Lévesque croit que l'achalandage se fera peu à peu, entre autres grâce au bouche-à-oreille et au fait que les organismes comme Point de repère référeront les gens à la clinique.

ET L'ACCEPTABILITÉ SOCIALE? Dès le 3 décembre, une assemblée publique aura lieu afin que les citoyens fassent part de leurs préoccupations. Des rencontres individuelles et des assemblées de voisinage sont également prévues. | [© 2020 Québec Express \(La Cité / Limoilou / Vanier, QC\). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.](mailto:redaction_quebec@metrome-</p>
</div>
<div data-bbox=)



dia.ca

Le CIUSSS de la Capitale-Nationale et la coopérative de santé **SABSA** pour la clientèle marginalisée ont fait l'annonce d'une prochaine implantation d'un premier Site de consommation supervisée (SCS) dans la Capitale. C'est d'ailleurs dans les locaux actuels de **SABSA** que prendront place les cinq cubicules prévus pour la consommation supervisée, forçant du même coup la relocalisation de la clinique communautaire.



Le Journal de Québec (site web réf.) - Canoë - le journal de Québec

20 novembre 2020

Aussi paru dans 19 novembre 2020 - Le Journal de Québec

Nom de la source

Le Journal de Québec (site web réf.) - Canoë - le journal de Québec

Type de source

Presse • Presse Web référencée

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Saint-Roch accueillera le centre d'injection supervisée

Saint-Roch accueillera le centre d'injection supervisée Le service sera offert dans les actuels locaux de la Clinique **SABSA** Autres Photo Stevens Leblanc ...

Lire la suite

<https://www.journaldequebec.com/2020/11/18/le-centre-dinjection-supervise-de-quebec-sera-dans-saint-roch>

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

web-20201120-ORW-1120249_5418861430_10930206



Nom de la source

Le Journal de Québec

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Jeudi 19 novembre 2020

Le Journal de Québec • p. 5 • 636 mots

CONSOMMATION Drogues: SAINT-ROCH ACCUEILLERA LE CENTRE D'INJECTION SUPERVISÉE

LE SERVICE SERA OFFERT DANS LES ACTUELS LOCAUX DE LA CLINIQUE **SABSA**

PIERRE-PAUL BIRON

Le centre d'injection supervisée attendu depuis plusieurs années à Québec aura finalement pignon sur rue à la limite des quartiers Saint-Roch et Saint-Sauveur, dans les locaux actuels de **SABSA.**

Le service de consommation supervisée (SCS) sera implanté sur la rue Saint-Vallier, là où la clinique communautaire recevait ses patients.

C'est donc dire que les locaux principaux de **SABSA** déménageront eux aussi, en janvier, au 265, de la Couronne.

«La relocalisation de la clinique **SABSA**, un endroit déjà bien connu des usagers, a offert une opportunité d'implantation sans précédent », souligne la direction du CIUSSS de la Capitale-Nationale.

PRÊT EN FÉVRIER 2021

SABSA et le CIUSSS visent pour le moment une mise en activité du site de consommation supervisée en février 2021.

Des dépenses d'environ 500 000 \$ sont prévues pour l'aménagement, puis un budget de moins d'un million de dollars par année sera nécessaire pour le fonctionnement. Six personnes y travailleront, notamment des infirmières.

«C'ÉTAIT URGENT»

Cette ouverture marquera l'aboutissement d'un dossier qui n'en finissait plus de finir. Un rapport publié en 2015 soulignait déjà l'importance pour Québec de se doter de ce type d'installation. Un avis partagé par les consommateurs de drogues injectables eux-mêmes.

«C'était urgent. Moi, personnellement, ça fait plus de 10 ans que je vais à des réunions où on nous questionne pour savoir si ces services- là sont pertinents », martèle Sébastien Lévesque, lui-même utilisateur et représentant de l'ADDICQ, une association de défense des droits des consommateurs.

La direction du CIUSSS assure de son côté que le nouveau service aura des bienfaits, tant pour les consommateurs que pour la population.

«On peut voir une diminution des pratiques à risque [...] et la consommation se fait dans un endroit qui est sécuritaire. [...] Pour la population, on voit une diminution du matériel d'injection à la traîne et tout ça n'entraîne pas d'augmentation de la criminalité dans le quartier », explique la Dre Anne-Frédérique Lambert-Slythe.

© 2020 MediaQMI. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20201119-OR-7b50b3f0-2a32-11eb-b5e1-6f34321b3cfc

La Santé publique demeure toutefois consciente que des inquiétudes pourraient être soulevées. Des rencontres publiques seront organisées pour recueillir les avis.

BESOIN SANS ÉQUIVOQUE

Les problèmes liés à la consommation de drogues et les besoins pour un centre d'injection supervisée sont devenus de plus en plus évidents au cours des dernières années à Québec.

La majorité des signalements de surdose provenait d'ailleurs des quartiers centraux de Québec, d'où l'importance de demeurer dans ce secteur.

«Quand ils [le CIUSSS] sont arrivés avec le lieu, je trouvais que c'était très intéressant parce que **SABSA** est déjà là, ils connaissent le milieu. Les voisins les apprécient déjà. C'est un élément important du succès de ce projet-là », fait remarquer la conseillère municipale Émilie Villeneuve, assurant la collaboration de la Ville au projet. - Avec la collaboration de

Jean-Luc Lavallée

L'exemple de la Suisse En 2016, dans la foulée des premiers débats sur les sites d'injection supervisée, Le Journal s'était rendu en Suisse, pays pionnier de la consommation supervisée. La première «piquerie» légale du monde a ouvert ses portes en 1986, à Berne. Notre journaliste Kathyne Lamontagne l'avait visitée et avait sondé l'avis des experts de l'endroit. Voici les constats que l'on pouvait à ce moment tirer du modèle helvète. LES «POUR» - Diminution importante

des risques de surdose mortelle - Chute des taux de contamination au VIH et à l'hépatite - Réduction de la consommation dans les lieux publics - Baisse marquée du nombre de seringues retrouvées dans l'espace public - Contact plus facile à établir avec les consommateurs, meilleur suivi LES «CONTRE» - Peut créer une circulation ou des attroupelements de consommateurs dans le quartier - Possibilité d'inconfort ou de questionnements de la population des environs - N'éradique pas la toxicomanie, n'est pas une solution en soi. Les centres d'injection supervisée doivent s'inscrire dans un éventail de services



Nom de la source

La Presse+

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Montréal, Québec, Canada

Jeudi 19 novembre 2020

La Presse+ • p. ACTUALITÉS_16_3 • 748 mots

Aussi paru dans

18 novembre 2020 - La Presse (site web)

ACTUALITÉS

Québec aura son centre de consommation supervisée de stupéfiants

Gabriel Béland

La Presse

Québec - — Un premier centre de consommation supervisée doit ouvrir ses portes en février au centre-ville de Québec, dans un contexte où le nombre de surdoses connaît une hausse marquée au pays depuis le début de la pandémie.

Le centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de la Capitale-Nationale cherchait un partenaire et un lieu depuis des années. Il pense cette fois-ci avoir trouvé les deux.

La coopérative de solidarité **SABSA** va gérer le nouveau centre, qui ouvrira dans ses locaux actuels du 60, rue Saint-Vallier Est, dans le quartier Saint-Roch. La clinique **SABSA** et ses bureaux vont quant à eux déménager rue de la Couronne, dans un nouveau local.

« Ce n'est pas un centre où se fait de la vente de stupéfiants, c'est important de le rappeler », a précisé d'emblée Amélie Bédard, directrice générale de la clinique **SABSA**, lors d'une conférence de presse mercredi.

« Les gens apportent leurs propres sub-

Photo Patrice Laroche, Le Soleil

« Ce n'est pas un centre où se fait de la vente de stupéfiants, c'est important de le rappeler », a précisé d'emblée Amélie Bédard, directrice générale de la clinique **SABSA**, lors d'une conférence de presse mercredi.

stances. Nous, on fournit l'espace sécuritaire, sanitaire, le personnel, précise-t-elle. Sur place, il y aura une infirmière, des intervenants communautaires... On fournit le matériel d'injection et de consommation stérile. »

Rencontre avec le voisinage

C'est au moins le troisième lieu envisagé pour un centre de consommation supervisée à Québec (à noter qu'on ne parle plus de « site d'injection supervisée », car les usagers pourront consommer des substances par d'autres moyens que l'injection).

Cette fois-ci, le CIUSSS et **SABSA** ont bon espoir d'avoir trouvé le bon endroit. Une rencontre « d'échanges et d'information » avec les citoyens aura lieu le 3 décembre. Puis une assemblée se tiendra avec le voisinage immédiat.

© 2020 La Presse inc. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20201119-LAA-03a226a8fbc986291c9b5f9c65414f73

Le but est d'ouvrir le centre en février prochain. « On pense que l'échéancier est réaliste. On pense que beaucoup de chemin a été fait au niveau de l'acceptabilité sociale au sein de la ville. C'est sûr qu'il fallait faire le choix de l'emplacement pour aller de l'avant », croit Amélie Bédard.

« Pour moi, là, c'est l'endroit parfait, c'est le bon endroit », a dit Sébastien Lévesque, représentant de l'Association pour la défense des droits et l'inclusion des personnes qui consomment des drogues du Québec (ADDICQ).

Hausse des surdoses

M. Lévesque juge que la situation « est urgente ». « Ça fait quasiment 20 ans qu'on en parle », note-t-il. Lui-même vit dans un appartement en colocation. Il ne peut s'injecter de substances devant son colocataire. Alors il le fait à l'extérieur, souvent dans des parcs. Ces lieux ne sont pas idéaux, et les utilisateurs sont souvent seuls lorsque survient un problème.

« J'ai un ami qui s'est fait couper un bras parce qu'il s'est injecté incorrectement. Ça coûte très cher au système de santé, ça », dit-il.

Le nombre de surdoses au pays a d'ailleurs augmenté depuis le début de la pandémie. En Colombie-Britannique, où les opioïdes font le plus de victimes au pays, 1068 utilisateurs sont morts des suites d'une surdose dans les huit premiers mois de 2020. Il y avait eu 983 surdoses mortelles dans toute l'année 2019.

Au Québec, les chiffres sont aussi en hausse, même s'ils sont beaucoup moins élevés. Il y a eu 83 surdoses mortelles au Québec lors des mois d'avril, mai et juin

2019, contre 148 pour les trois mêmes mois en 2020, selon des données provisoires de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ).

À Québec même, les autorités de santé publique n'ont pas constaté une augmentation des surdoses mortelles. Mais le nombre de surdoses non mortelles a quant à lui grimpé de façon significative.

« Des substances contaminées et de moins bonne qualité »

Pourquoi la pandémie a-t-elle engendré davantage de surdoses ? L'une des hypothèses veut que la fermeture des frontières ait complètement chamboulé l'approvisionnement et, du même coup, la composition des drogues de rue, explique Anne-Frédérique Lambert-Slythe, médecin-conseil à la Direction de santé publique du CIUSSS de la Capitale-Nationale.

« Il y a des substances contaminées, des substances de moins bonne qualité, note-t-elle. Dans la rue, les gens ne trouvent plus les substances qu'ils veulent consommer. Les gens consomment des substances auxquelles ils sont moins habitués, et il y a un risque de surdose. »

Sébastien Lévesque l'a lui aussi constaté. « J'ai remarqué que les substances étaient de moins bonne qualité. Souvent, on n'a pas la bonne drogue. On va acheter du speed sur la rue pis on se retrouve avec du fentanyl. Ça, c'est très, très dangereux », dit-il.

Cet article est paru dans La Presse+

http://plus.lapresse.ca/screens/bfe65416-61dd-4ced-bd7f-5d38b0b76a7c__7C_0.html?utm_content=twitter&utm_source=lpp&utm_medium=referra

[l&utm_campaign=internal+share](#)

Nom de la source

Le Soleil (Québec, QC) (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Mercredi 18 novembre 2020 • 14h49 HE

Le Soleil (Québec, QC) (site web) • 1112 mots

La consommation supervisée de drogue dans Saint-Roch dès février [VIDÉO]

Émilie Pelletier

Le Soleil

C'est maintenant officiel, le premier service de consommation supervisée ouvrira ses portes à Québec, en février 2021. Les personnes utilisatrices de drogues par injection et par inhalation pourront se rendre dans les locaux actuels de la clinique SABSA, rue Saint-Vallier Est, dans le quartier Saint-Roch, pour en bénéficier.

Devant l'augmentation des surdoses non-mortelles dans la Capitale-Nationale pendant la crise sanitaire de la COVID-19, l'ouverture du premier service de consommation supervisée (SCS) * dans la région arrive à point.

Après presque une décennie de tentatives ratées pour procéder à l'ouverture d'un SCS à Québec, les services seront désormais disponibles dès février 2021, a promis le Centre intégré universitaire de santé et services sociaux (CIUSSS) de la Capitale-Nationale lors d'une conférence de presse, mercredi.

«Dans le contexte sanitaire actuel, l'ampleur des enjeux liés à la consommation, et l'augmentation recensée des surdoses confirment la nécessité d'implanter à très court terme les services à Québec», a mentionné Claudine Lemay, directrice adjointe à la direction santé mentale et dépendance au CIUSSS de la Capitale-Nationale.

«Services adaptés»

La coopérative de solidarité SABSA est



Le Soleil, Patrice Laroche

Le premier service de consommation supervisée ouvrira ses portes à Québec dans les locaux actuels de la clinique SABSA, rue Saint-Vallier Est, dans le quartier Saint-Roch.

devenue son partenaire à l'issue d'un appel de projets lancé au printemps dernier, notamment en raison de son emplacement «avantageux» à la jonction des quartiers Saint-Roch et Saint-Sauveur. Il avait été déterminé que le SCS devait se situer en Basse-Ville, la majorité des consommateurs étant concentrée dans ce secteur.

Ainsi, les locaux actuels de SABSA, qui accueillent déjà des personnes qui consomment de la drogue, leur offriront un «environnement sécuritaire». Sous la supervision d'infirmières et d'inter-

© 2020 Le Soleil (Québec, QC) (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20201118-LSW-cc850550ec0f11838442494e54444e47

venants, ils jouiront de «services adaptés à leurs besoins».

«Ce serait un euphémisme de dire que l'année 2020 va avoir bouleversé nos habitudes [...] Pour certains, cette réalité-là c'est leur quotidien. Combattre l'adversité et la détresse c'est au menu de tous les jours, pas juste en 2020. C'est une réalité qui est loin d'être agréable, mais qu'il est important de se rappeler», a souligné la directrice générale de **SABSA**, Amélie Bédard.

Amélie Bédard, directrice générale de **SABSA**

Ce serait un euphémisme de dire que l'année 2020 va avoir bouleversé nos habitudes [...] Pour certains, cette réalité-là c'est leur quotidien. Combattre l'adversité et la détresse c'est au menu de tous les jours, pas juste en 2020. C'est une réalité qui est loin d'être agréable, mais qu'il est important de se rappeler

Cinq cubicules d'injection, un espace d'accueil de même qu'une salle de répit seront à leur disposition. En temps normal (lire ici sans distanciation sociale), une quinzaine d'utilisateurs pourront bénéficier en même temps des services.

«La coop **SABSA** a su bâtir des liens de confiance auprès des usagers grâce à son ancrage dans la communauté et à son approche de réduction des méfaits et à la qualité des soins qui y sont dispensés», a ajouté Claudine Lemay, du CIUSSS.

Conscient qu'un certain nombre de surdoses est lié à la méconnaissance de la composition de la drogue, **SABSA** prévoit aussi éventuellement offrir l'analyse des substances.

En plus de «sauver des vies», estiment

les deux partenaires, le SCS assurera aussi une sécurité dans les espaces publics en «améliorant la qualité de vie de tous les citoyens de la communauté dans laquelle il s'implante».

Environ 500 000\$ seront destinés à la réalisation de travaux et l'achat de matériel. Par la suite, on estime des dépenses «en-deçà» d'un million de dollars par année pour opérer le service. L'embauche de six personnes est prévue, dont des infirmières, des pairs-aidants et des intervenants psychosociaux.

Par ailleurs, la clinique de proximité de **SABSA** sera relocalisée pour laisser toute la place au nouveau service. Elle se situera sur la rue de la Couronne, à compter de la mi-janvier.

Longue saga

Depuis plusieurs années que la Ville de Québec, le Service de police de la Ville de Québec et des organismes communautaires démontrent leur appui au projet de service de consommation supervisée à Québec, au fait des problèmes de consommation de drogues dans la capitale.

Entre 2008 et 2019, en moyenne 23 décès par année ont été causés par une intoxication aux drogues, dont 50% impliquaient des opioïdes, comme le fentanyl.

Depuis 2017, on a signalé 52 surdoses non-mortelles par an dans la Capitale-Nationale et la majorité étaient survenues dans des quartiers centraux tels que la Basse-Ville, Saint-Sauveur, Vanier et Limoilou.

L'annonce de mercredi met ainsi fin à toute une saga afin de doter la région

d'un service de consommation supervisée.

Il avait initialement été annoncé au printemps 2018 que le site devait ouvrir près des bretelles de l'autoroute Dufferin, à l'angle des rues Sainte-Marguerite et Monseigneur-Gauvreau. Des questions logistiques et une levée de boucliers de citoyens qui craignaient une hausse du trafic de drogue et des rencontres fréquentes avec les consommateurs l'avaient toutefois forcé à retourner à la planche à dessin.

On prévoyait par la suite la construction d'un bâtiment de deux étages sur un terrain appartenant au CIUSSS de la Capitale-Nationale non loin du parc Victoria, au coin des rues Saint-Anselme et Prince-Édouard, en 2019. Des désaccords entre la Santé publique régionale et l'organisme alors impliqué dans le projet (Point de Repères) avaient à leur tour expliqué en partie l'avortement du projet.

En 2011-2012, des données faisaient état d'une clientèle cible de 900 usagers de drogues par injection. Il n'en existe pas de plus récentes pour la région, mais la Direction régionale de santé publique estime que ce sont particulièrement ceux et celles qui n'ont pas de «lieu sécuritaire» pour consommer la drogue qui sont susceptibles de bénéficier du service.

D'autres villes au pays ont déjà des SCS, dont Montréal et Ottawa.

+

* Qu'est-ce que les services de consommation supervisée (SCS)?

Ils offrent un espace sûr et propre aux personnes, qui peuvent y apporter leur

propre drogue à consommer sous la supervision d'un personnel formé. Cela permet d'éviter les surdoses accidentelles et de réduire la propagation de maladies infectieuses comme le VIH. Les sites de consommation supervisée peuvent offrir divers services de réduction des méfaits fondés sur des données probantes, comme la vérification des drogues. Les sites donnent également accès à des services sociaux et de santé essentiels, notamment le traitement de la toxicomanie destiné aux personnes prêtes à recevoir ce service. *Source: Gouvernement du Canada*

Cet article est paru dans Le Soleil (Québec, QC) (site web)

<https://www.lesoleil.com/actualite/la-consommation-supervisee-de-drogue-dans-saint-roch-des-fevrier-video-cc850550ec0f11838442494e54444e47>

Note(s) :

Cet article a été modifié le 2020-11-18 à 18h14 HE.



Nom de la source

ICI Radio-Canada - Québec (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Mercredi 18 novembre 2020

ICI Radio-Canada - Québec (site web) • 839 mots

La consommation de drogues supervisée offerte à Québec dès février

David Rémillard

Une décennie, trois lieux annoncés et deux organismes partenaires plus tard, les premiers services de consommation supervisée de drogues verront finalement le jour à Québec, en février. Le centre sera situé dans Saint-Roch, rue Saint-Vallier Est, dans les actuels locaux de la clinique de solidarité **SABSA**.

La coopérative **SABSA** avait été retenue plus tôt cet été par le Centre intégré universitaire de services de santé et de services sociaux (CIUSSS) afin de mener le projet en partenariat. Une entente annoncée quelque temps après le divorce entre l'organisme Point de Repères et le CIUSSS Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux.

Depuis, les travaux ont avancé rapidement.

Après des années de tergiversations, une demande d'exemption sera enfin envoyée à Santé Canada cette semaine pour offrir les services de consommation supervisée (SCS) à la population de Québec. La capitale figure parmi les rares grandes villes au pays à ne pas compter sur une telle offre dans son approche de réduction des méfaits.

SABSA et le CIUSSS Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux sont confiants d'obtenir l'exemption

souhaitée. La mise en opération des SCSServices de consommation supervisée est prévue en février 2021, ont-ils annoncé en conférence de presse, mercredi. Par le passé, le CIUSSS Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux a toujours refusé de se commettre sur une éventuelle ouverture.

La clinique sans médecin **SABSA** est située sur le boulevard Charest Est, à Québec.

Photo : Radio-Canada

La clientèle, soit les utilisateurs de drogues par injection ou par inhalation, pourra y consommer dans un environnement stérile et sécurisé. **SABSA** prévoit aussi avoir la capacité de tester les substances consommées. La consommation supervisée vise notamment à enrayer la transmission du VIH et de l'hépatite C, ainsi que les surdoses.

Chemin sinueux Pour envoyer une demande à Santé Canada, il était impératif pour le CIUSSS Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux d'avoir en main une adresse et de préciser une série de détails sur la gouvernance des services de consommation supervisée. Ces deux éléments avaient été achoppés avec Point de Repères dans le passé.

Même si les deux parties avaient con-

© 2020 CBC/Radio-Canada. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20201118-CSQ-014

venu d'un site au printemps 2018, des contestations populaires et des problèmes logistiques ont finalement eu raison de l'emplacement, forçant la recherche d'une alternative. C'est à ce moment que d'autres dissensions sont apparues.

Claudine Lemay, directrice adjointe à la Direction santé mentale et dépendances du CIUSSS de la Capitale-Nationale

Photo : Radio-Canada / Nicole Germain

Le CIUSSS Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux envisageait la construction d'un bâtiment neuf sur l'un de ses terrains de la rue du Prince-Édouard. Point de Repères craignait un lieu trop institutionnel qui ne serait pas fréquenté par les utilisateurs. Ce choc des visions a eu raison du partenariat.

Pas de construction neuve Les deux écueils sont maintenant évacués avec l'opportunité que représentent les locaux de **SABSA**, permettant du même coup d'accélérer la mise sur pied des services. Le nouveau lieu permet également de se rapprocher du quartier Saint-Sauveur, tel que recommandé dans les études préparatoires au projet.

Dès l'annonce du partenariat avec la coopérative de solidarité, le CIUSSS-Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux semblait déjà laisser de côté l'idée de construire un nouveau bâtiment sur la rue du Prince-Édouard.

Avantageusement situés à la jonction des quartiers Saint-Sauveur et Saint-Roch, les locaux existants permettront de répondre rapidement aux besoins de la clientèle, expliquent les partenaires. Avec un bâtiment neuf, il était également envisagé d'utiliser une roulotte en

attendant la construction. Cette idée est maintenant écartée.

Acceptabilité sociale De nombreuses inquiétudes ont été partagées par des résidents et des commerçants de Saint-Roch concernant les services de consommation supervisée. On craignait notamment des impacts sur la criminalité et on voyait d'un mauvais oeil la présence d'une concentration de consommateurs.

L'intérieur d'un centre de consommation supervisée

Photo : Courtoisie

Sur d'éventuelles réactions de la population, des échanges sont prévus, dit-on, mais il semble que le sort en soit jeté.

Il y a beaucoup de chemin qui a été fait sur l'acceptabilité sociale à la Ville. On va consulter la population, mais c'est sûr que le choix d'emplacement, il fallait le faire pour aller de l'avant.

Amélie Bédard, directrice générale, coopérative de solidarité **SABSA** Les représentants du CIUSSS ont rappelé mercredi que la présence de telles installations n'augmente pas la criminalité. On a aussi mentionné que les services permettent de diminuer la quantité de matériel de consommation souillé dans les lieux publics.

Déménagement Pour faire place aux services de consommation, la clinique **SABSA**, déménagera dans un édifice de la rue de la Couronne, toujours dans Saint-Roch. La coopérative, offrant des services de première ligne aux personnes vulnérables ou marginalisées, avait déjà signifié qu'elle était à l'étroit? (Nouvelle fenêtre)? dans ses locaux actuels. La clinique agrandie sera en opération dès le 18 janvier.

Rappelons que le projet était attendu depuis une décennie à Québec. Tant le maire Régis Labeaume que le Service de police de la Ville de Québec ont fini par y donner leur appui aux services de consommation supervisée.

Cet article est paru dans ICI Radio-Canada - Québec (site web)

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1750599/service-consommation-drogue-supervisee-sabsa-quebec-ouverture-fevrier-2021>



Nom de la source

ICI Radio-Canada - Québec (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Mercredi 18 novembre 2020

ICI Radio-Canada - Québec (site web) • 640 mots

La consommation de drogues supervisée offerte à Québec dès février

David Rémillard

Deux ans et demi, trois lieux annoncés et deux organismes partenaires plus tard, les premiers services de consommation supervisée verront finalement le jour à Québec, en février. Le centre sera situé dans Saint-Roch, rue Saint-Vallier Est, dans les actuels locaux de la clinique de solidarité **SABSA**.

La coopérative **SABSA** avait été retenue plus tôt cet été par le Centre intégré universitaire de services de santé et de services sociaux (CIUSSS) afin de mener le projet en partenariat. Une entente annoncée quelque temps après le divorce entre l'organisme Point de Repères et le CIUSSS Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux.

Depuis, les travaux ont avancé rondement.

Après des années de tergiversations, une demande d'exemption sera enfin envoyée à Santé Canada cette semaine pour offrir les services de consommation supervisée (SCS) à la population de Québec. La capitale figure parmi les rares grandes villes au pays à ne pas compter sur une telle offre dans son approche de réduction des méfaits.

SABSA et le CIUSSS Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux sont confiants d'obtenir l'exemption

souhaitée. La mise en opération des SCSServices de consommation supervisée est prévue en février 2021, ont-ils annoncé en conférence de presse, mercredi. Par le passé, le CIUSSS Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux a toujours refusé de se commettre sur une éventuelle ouverture.

Pour faire place aux services de consommation, la clinique **SABSA**, déménagera dans un édifice de la rue de la Couronne, toujours dans Saint-Roch. La coopérative, offrant des services de première ligne aux personnes vulnérables ou marginalisées, avait déjà signifié qu'elle était à l'étroit? (Nouvelle fenêtre)? dans ses locaux actuels. La clinique agrandie sera en opération dès le 18 janvier.

L'intérieur d'un centre de consommation supervisée

Photo : Courtoisie

Nouveau site Pour envoyer une demande à Santé Canada, il était impératif pour le CIUSSS Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux d'avoir en main une adresse et de préciser une série de détails sur la gouvernance des services de consommation supervisée. Ces deux éléments avaient achoppé avec Point de Repères dans le passé.

Même si les deux parties avaient con-

© 2020 CBC/Radio-Canada. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20201118-CSQ-009

venu d'un site au printemps 2018, des contestations populaires et des problèmes logistiques ont finalement eu raison de l'emplacement, forçant la recherche d'une alternative. C'est à ce moment que les problèmes ont commencé. Le CIUSSS Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux envisageait la construction d'un bâtiment neuf, alors que Point de Repères craignait un lieu trop institutionnel.

Les deux écueils sont maintenant évacués avec les locaux de **SABSA**. Le lieu permet également de se rapprocher du quartier Saint-Sauveur, tel que recommandé dans les études préparatoires au projet.

Sur d'éventuelles réactions de la population, des échanges sont prévus, dit-on, mais il semble que le sort en soit jeté.

Il y a beaucoup de chemin qui a été fait sur l'acceptabilité sociale à la Ville. On va consulter la population mais c'est sûr que le choix d'emplacement, il fallait le faire pour aller de l'avant.

Amélie Bédard, directrice générale, Coopérative de solidarité **SABSA** Voie rapide Dès l'annonce du partenariat avec la clinique de solidarité, le CIUSSS Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux semblait d'ailleurs déjà laisser de côté l'idée de construire un nouveau bâtiment sur la rue du Prince-Édouard. La nouvelle mouture prendra maintenant la voie rapide.

Avantageusement situés à la jonction des quartiers Saint-Sauveur et Saint-Roch, les locaux existants permettront de répondre rapidement aux besoins de la clientèle, expliquent les partenaires. Avec un bâtiment neuf, il était également envisagé d'utiliser une roulotte en attendant la construction. Cette idée est

maintenant écartée.

Rappelons que le projet était attendu depuis une décennie à Québec. Tant le maire Régis Labeaume que le Service de police de la Ville de Québec ont fini par y donner leur appui aux services de consommation supervisée.

Cet article est paru dans ICI Radio-Canada - Québec (site web)

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1750599/service-consommation-droque-supervisee-sabsa-quebec-ouverture-fevrier-2021>



Le Journal de Québec (site web réf.) - Canoë - le journal de Québec

18 novembre 2020

Le centre d'injection supervisé de Québec sera dans Saint-Roch

Nom de la source

Le Journal de Québec (site web réf.) - Canoë - le journal de Québec

Type de source

Presse • Presse Web référencée

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Le centre d'injection supervisé de Québec sera dans Saint-Roch Le service sera offert dans les actuels locaux de la Clinique **SABSA** sur la rue Saint-Vallier Est Autres Photo...

Lire la suite

<https://www.journaldequebec.com/2020/11/18/le-centre-dinjection-supervise-de-quebec-sera-dans-saint-roch>

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

web-20201118-ORW-1120249_5416041893_10930206

Nom de la source

Québec Hebdo (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Locale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Mercredi 18 novembre 2020

Québec Hebdo (site web) • 596 mots

Un premier site de consommation supervisée en février dans Saint-Roch

Par: Perrine Gruson

Implantation. Le CIUSSS de la Capitale-Nationale et la coopérative de santé **SABSA** pour la clientèle marginalisée ont fait l'annonce d'une prochaine implantation d'un premier Site de consommation supervisée (SCS) dans la Capitale. C'est d'ailleurs dans les locaux actuels de **SABSA** que prendront place les cinq cubicules prévus pour la consommation supervisée, forçant du même coup la relocalisation de la clinique communautaire.

Le site de consommation supervisée se situera au 60, rue Saint-Vallier Est, dans les locaux actuels de la coopérative de solidarité. «**SABSA** sera donc relocalisée, toujours dans Saint-Roch au 265, rue de la Couronne», exprime Amélie Bédard, directrice générale de **SABSA**.

Les employés actuels de **SABSA** quitteront les lieux à la mi-janvier et il est prévu que l'entrepreneur aménage rapidement les locaux pour que l'ouverture du site de consommation et d'injection se fasse au courant de février 2021.

L'endroit pourra accueillir une quinzaine de consommateurs de drogues dures, répartis dans les cinq cubicules, une aire d'attente et un espace de répit, hors contexte pandémique.

Le CIUSSS dégagera 500 000\$ pour l'implantation de l'infrastructure, mais

recevra une allocation via le Fonds de lutte aux opioïdes. Six nouveaux employés travailleront au SCS, dont une infirmière, des pair-aidants et des intervenants communautaires.

«Un endroit parfait»

Pour Sébastien Lévesque, représentant de L'ADDICQ (Association pour la défense et l'inclusion des personnes qui consomment des drogues du Québec), le fait que le nouveau site prenne place à la coopérative **SABSA** ne pouvait mieux tomber. «À mon avis, l'endroit est parfait. [...] C'est déjà un endroit qui est fréquenté par les utilisateurs de drogues, donc c'est déjà connu», fait valoir M. Lévesque.

Il juge qu'il était urgent d'avoir un tel service à Québec. «S'il y a une seule personne qui s'injecte, on a besoin d'un SCS». Pour lui, c'est une excellente nouvelle, puisque cela incitera les consommateurs à avoir une bonne hygiène, et s'injecter de façon sécuritaire. La docteur Anne-Frédérique Lambert-Slythe, spécialiste en maladies infectieuses, est du même avis. Un tel site diminue selon elle les pratiques à risque et garde le contact avec la clientèle qui peut y recevoir des conseils.

M. Lévesque croit que l'achalandage se fera peu à peu, entre autres grâce au bouche-à-oreille et au fait que les organ-

© 2020 Québec Hebdo (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20201118-CHQ-015

ismes comme Point de repère référeront les gens à la clinique.

Et l'acceptabilité sociale?

Dès le 3 décembre, une assemblée publique aura lieu afin que les citoyens fassent part de leurs préoccupations. Des rencontres individuelles et des assemblées de voisinage sont également prévues.

Comment fonctionne un site d'injection supervisé

On utilise le terme Site de consommation supervisée plutôt que d'injection supervisée car les consommateurs de drogues pourront s'injecter de la drogue, mais aussi en inhaler. Ces sites s'adressent aux personnes utilisatrices de drogues dures dont les conditions de vie sont précaires (itinérance, dépendance, problème de santé mentale, prostitution de rue). Ce sont celles qui s'injectent le plus fréquemment en public qui sont les plus susceptibles d'être à l'origine des tensions liées à l'occupation des espaces publics et qui sont peu rejointes par les services de santé traditionnels. Ce sont également celles qui présentent le plus de risques de succomber à une surdose, de contracter et de transmettre des infections transmissibles sexuellement et par le sang (ITSS) (VIH, VHC, en particulier), et d'être en état d'intoxication dans les espaces publics.

Le dernier recensement de 2011-2012 estimait environ 900 usagers de drogues dures dans la Capitale. «Bien sûr, cela ne veut pas dire que ces 900 personnes n'ont pas de place sécuritaire pour consommer et iront au SCS», précise cependant Dre Anne-Frédérique Lambert-Slythe.

Cet article est paru dans Québec Hebdo (site web)

<https://www.quebechebdo.com/local/journal-le-quebec-express/237720/un-premier-site-de-consommation-supervisee-en-fevrier-dans-saint-roch/>

LEDEVOIR

Nom de la source

Le Devoir

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Montréal, Québec, Canada

Mercredi 4 novembre 2020

Le Devoir • p. A9 • 901 mots

Aussi paru dans

4 novembre 2020 - [Le Devoir \(site web\)](#)

SANTÉ

Oui à une réforme, et cela presse !

Jean-Pierre Girard Chargé de cours ESG / UQAM, HEC Montréal

p. a9



Comme peu d'autres événements depuis la mise en place du système actuel de santé au Québec au début des années 1970, la COVID a révélé ses limites. Tel médecin prend des initiatives dans son établissement sans attendre l'autorisation des supérieurs et se fait semoncer, la catastrophe innommable des CHSLD, où l'on cherche en vain quelqu'un de responsable à l'échelle locale, et à travers tout cela un système qui met au jour deux failles béantes : une hypercentralisation et la quasi-absence de citoyens dans la gouvernance de ce système. Ce sont deux réalités en porte-à-faux à la fois avec les idéaux qui ont présidé à la mise en place de ce système au début des années 1970 et avec les grands consensus internationaux sur des systèmes de santé perméables aux besoins et aux particularités des milieux.

Composante clé de la construction d'un État moderne, le système tel que l'avait imaginé la commission qui a réfléchi sur le sujet dans les années 1960, la commission Castonguay-Nepveu, concevait un système planifié, coordonné et intégré. On reconnaissait alors aussi l'implication de la société par une participation des citoyens à la gouvernance des instances régionales et des établissements. Il est utile de rappeler que la mise en

place des CLSC s'est appuyée sur des cliniques populaires constituées dans les années 1960, qui avaient comme principe fondateur la participation citoyenne, cette idée voulant que la santé ne doive pas rester la chasse gardée des seuls professionnels de la santé []

Utopie, balivernes que tout cela ? Absolument pas, cette idée est prégnante dans la déclaration finale de la grande conférence mondiale sur les soins de santé primaires organisée en 1978 à Alma-Ata, dans l'ex-URSS. Selon cette déclaration, les soins de santé primaires [] exigent et favorisent au maximum l'auto-responsabilité de la collectivité et des individus et leur participation à la planification, à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle des soins de santé primaires.

[] Vingt ans après le rapport Castonguay-Nepveu, la commission Rochon constate que le système est pris en otage par les groupes d'intérêt qui le composent. La participation citoyenne en est une victime collatérale.

Plus globalement, sur une période de 50 ans, de réforme en réforme, la participation citoyenne dans la gouvernance des établissements du réseau est simplement laminée, notamment par des pratiques d'uniformisation et de standardisation. Le paroxysme est atteint avec la

© 2020 Le Devoir. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20201104-LE-pla0012

réforme Barrette, qui pousse à un niveau extrême cette centralisation du système et l'évacuation quasi complète de la voix citoyenne. Ce radiologiste de formation avait une sainte horreur de la démocratie sanitaire et était sourd aux grands consensus internationaux, par exemple la déclaration d'Astana sur les soins de santé primaires qui, en 2018, célébrait les 40 ans de la déclaration d'Alma-Ata.

Rappelant que plus de 80 % des besoins en santé trouvent réponse dans les services de santé primaires, la déclaration d'Astana souligne que ces services devraient contribuer à l'habilitation des citoyens et des communautés comme légataires de leur santé et, en ce sens, ils sont les mieux placés pour exprimer les attentes de politiques œuvrant dans cette direction.

Ultimement, ces citoyens et communautés devraient être les architectes des services de santé et services sociaux qui vont y contribuer. En somme, on encourage les citoyens et les communautés à jouer un rôle actif dans la conception, la planification et la gestion de leur système de santé, on appelle à les soutenir dans la prise de décision et à les rendre également responsables.

La crise de la COVID l'a révélé : il y a urgence nationale à redonner à ce système de santé de la latitude, de la souplesse, à ouvrir la porte à de l'innovation, à des initiatives, à sortir de cette idéologie toxique du « one size fit all », qui revient à dire que ce qui est bon à Montréal doit nécessairement l'être à Rouyn-Noranda ou à Amqui, et plus encore, à renouer avec la contribution des citoyens dans la gouvernance des établissements, qui, après tout, ont certainement une valeur ajoutée en ce qui touche la connaissance de leur milieu, plutôt

qu'un quelconque cadre supérieur souvent situé à des centaines de kilomètres de l'établissement.

Il y a impérieuse nécessité de recréer des liens entre la société civile et les établissements de santé. La démonstration est depuis longtemps faite : meilleure est la qualité du débat et l'inclusion des parties prenantes, plus légitimes et efficaces sont les décisions qui en découlent.

Du même coup, il faudrait en finir avec cette conception binaire des acteurs de la santé ici au Québec, qui ne consiste qu'à voir des acteurs publics ou privés à finalité lucrative dans la propriété et la gestion des établissements de santé, hôpitaux, cliniques et autres.

Pour mémoire, une des cliniques populaires des années 1960 a résisté à cet asphyxiant processus d'institutionnalisation dont ont été victimes les autres. Après 50 ans, la clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles a fait la démonstration magistrale qu'il est possible pour les citoyens de jouer un rôle actif dans la gouvernance d'un établissement de santé et de proposer une approche sanitaire qui tienne compte des déterminants de la santé : alimentation, logement, pollution, etc.

Plus récemment, d'autres structures démocratiques semblables ont aussi graduellement occupé un espace plus important, en l'occurrence les coopératives de santé, dont l'emblématique **SABSA** de Québec, une coopérative de solidarité qui, avec la contribution d'infirmières-praticiennes, fait la démonstration que près de 90 % de cas traités, y compris des cas complexes, ne nécessitent pas de médecin.



Nom de la source

ICI Radio-Canada - Québec (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Lundi 2 novembre 2020

ICI Radio-Canada - Québec (site web) • 929 mots

Labeaume mise sur les organismes existants pour s'attaquer aux enjeux de santé mentale

Alain Rochefort

La santé mentale est au coeur des préoccupations du maire de Québec, mais rares sont les fois où il s'est senti autant écouté. À peine deux jours après l'attaque à l'arme blanche dans le Vieux-Québec, Régis Labeaume envoie un message clair en faveur des organismes d'aide qui existent déjà dans la capitale.

Les deux ordres de gouvernement ont proposé de créer des équipes mixtes de travailleurs sociaux et de policiers pour mieux encadrer les interventions en santé mentale. Une avenue que le maire de Québec ne partage pas.

On ne veut pas aller là, nous on croit à PECH, qui fonctionne et qui est compétent. Envoyez-leur l'argent et à la clinique coopérative **SABSA**, c'est ce qu'il faut, soutient M. Labeaume en point de presse lundi après-midi.

Carl Girouard est accusé de sept chefs relativement à l'attaque de samedi soir. Les autorités croient qu'il a agi seul, ce qui a soulevé beaucoup d'hypothèses concernant les enjeux de santé mentale en général dans la province.

Photo : Reuters / Steve Jolicoeur

Il précise que l'organisme PECH, qui accompagne des hommes et des femmes vivant avec des problématiques multi-

ples, effectue déjà 2500 interventions chaque année avec le Service de police de la Ville de Québec (SPVQ). Selon lui, PECH possède une vaste connaissance scientifique et technique de la réalité vécue par les personnes qui souffrent de troubles de santé mentale.

Le maire s'est donc montré satisfait de l'investissement de 100 millions de dollars pour renforcer le système de santé et de services sociaux annoncé par Québec. Il souhaite maintenant des résultats concrets.

Les Québécois ne peuvent plus en prendre Régis Labeaume s'est montré très soucieux de la détresse qui se vit déjà au Québec et dans sa ville dans le contexte de la pandémie. On voyait déjà des moments d'inquiétude qui se dessinent et des niveaux de détresse ressentis chez plusieurs personnes, à cela s'ajoute une immense tristesse et de la stupéfaction à la suite des événements tragiques.

On n'avait pas besoin de ça, mais tellement pas...

Le maire Régis Labeaume M. Labeaume affirme du même coup que les politiciens des gouvernements provincial et fédéral sont à l'écoute de son discours sur la santé mentale depuis la tragédie. On ne sait pas si ça va durer, mais c'est un départ, dit-il.

© 2020 CBC/Radio-Canada. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20201102-CSQ-015

De plus, les premiers ministres Justin Trudeau et François Legault se sont montrés ouverts à son idée d'effectuer un débat national sur la santé mentale.

Les gens veulent savoir où sont les innovations qu'on peut faire, et voir si on peut remettre en question certaines lois existantes. Il faut comprendre l'ampleur du phénomène, et se demander pourquoi on a l'impression que les problèmes de santé mentale sont plus graves qu'avant, poursuit-il.

Lundi après-midi, des intervenants ont été déployés dans le Vieux-Québec pour écouter et aider ceux qui viendront à leur rencontre.

Photo : Radio-Canada / Félix Morrisette-Beaulieu

Jean-François Gosselin offre sa collaboration En conférence de presse lundi après-midi, le chef de Québec 21 a affirmé vouloir travailler main dans la main avec le maire de Québec pour s'attaquer aux enjeux de santé mentale.

On veut collaborer pour trouver des solutions, pour enrayer le fléau dans les enjeux de santé mentale, pour aller de l'avant et être à l'écoute, précise le chef M. Gosselin.

Ce dernier a ciblé plus directement le phénomène des portes tournantes en santé mentale, lorsque les premiers intervenants, comme les policiers, ne savent pas vers qui se tourner devant une personne en crise, par manque de ressources dans le système.

Régis Labeaume a remercié le chef de l'opposition à l'Hôtel de Ville pour sa main tendue, ajoutant par contre que les efforts de la municipalité sont limités.

J'ai discuté avec plusieurs élus au provincial, ils ont entendu, ajoute M. Labeaume.

En attendant l'ajout de ressources promises par le gouvernement provincial, le maire Labeaume a garanti que les policiers seraient visibles dans le centre-ville pour rassurer la population.

Un pèlerinage sinistre dans le Vieux-Québec Un peu avant sa conférence de presse, le maire de Québec a utilisé son compte Facebook pour partager une réflexion sur la tuerie. Un message qu'il a intitulé : Pèlerinage sinistre.

Il a refait seul, dimanche, le parcours du tueur qui a attaqué des passants lors de la fête de l'Halloween dans le Vieux-Québec. Il craint que le faux samouraï ait pu choisir la ville à cause de sa beauté pour se livrer à son délire.

J'avais besoin hier soir d'aller sur les lieux du crime, là où nos voisins ont péri. Aussi pour confirmer un doute qui m'obsède depuis samedi soir. Cette pensée que le malheur a choisi notre ville à cause de sa beauté, a-t-il écrit.

En déambulant à l'intérieur des murs, le premier magistrat a pu constater toute la splendeur du Vieux-Québec, mais aussi son air médiéval qui peut donner des idées sombres à une personne tourmentée.

Le cabinet a précisé que le message du maire est une réflexion et que ce dernier ne dispose d'aucune information en lien avec le costume du suspect ou le choix de Québec pour perpétrer les actes terribles de la fin de semaine.

Le maire Labeaume a discuté avec des agents du SPVQ au lendemain du drame du Vieux-Québec.

Photo : Radio-Canada / Sylvain Roy Roussel

Dimanche, le chef de police de la Ville de Québec, Robert Pigeon, avait aussi souligné que le choix du déguisement du tueur et sa décision de venir à Québec pour perpétrer les actes violents intéressent grandement les enquêteurs.

Alain Rochefort (accéder à la page de l'auteur)Alain RochefortAudrey Paris (accéder à la page de l'auteur)Audrey ParisTwitterCourriel

Cet article est paru dans ICI Radio-Canada - Québec (site web)

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1746374/pelerinage-sinistre-regis-labeaume-vieux-quebec-attaques-halloween>

Nom de la source

Le Soleil (Québec, QC) (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Lundi 24 août 2020 • 09h22 HE

Le Soleil (Québec, QC) (site web) • 2165 mots

Aussi paru dans

24 août 2020 -

Le Droit (Ottawa, ON) (tablette)

La Voix de l'Est (Granby, QC) (tablette)

La Tribune (Sherbrooke, QC) (tablette)

Le Quotidien (Saguenay, QC) (tablette)

Le Nouvelliste (Trois-Rivières, QC) (tablette)

Le Soleil (Québec, QC) (tablette)

Surdoses et pandémie: pourquoi les intervenants terrain s'inquiètent

Guillaume Mazoyer

Le Soleil

Le territoire de la Capitale-Nationale est secoué par une hausse marquée du nombre mensuel de surdoses par rapport à 2019. Sur le terrain, le travail des intervenants a été compliqué par la pandémie.

Lancée en mars, la clinique de soins mobile de la Coopérative de solidarité **SABSA** reprend ses fonctions après une pause forcée et doit trouver un nouvel équilibre entre testage des substances, prévention et mesures sanitaires imposées par la COVID-19.

Le moment choisi par la pandémie pour se pointer le bout du nez n'était pas le meilleur pour le projet de clinique de soins mobile. «On venait de se lancer le 2 mars et à partir du 13, tout était en pause; le timing était très mauvais, constate Amélie Bédard, la directrice générale de **SABSA**.

La fermeture en mars entre les différents secteurs, dont celui de Charlevoix, ne permettait plus à l'équipe de s'y rendre. «Au mois de mars et avril, on a mis ça sur pause, parce que ça ne faisait pas de sens de continuer», poursuit-elle. La reprise s'est graduellement faite en mai avec des partenaires de la clinique, mais



Photo Le Soleil, Erick Labbé

La clinique de soins mobile de la Coopérative de solidarité **SABSA** reprend du service après une pause forcée et doit trouver un nouvel équilibre entre testage des substances, prévention et mesures sanitaires imposées par la COVID-19.

sans intervention avec le véhicule.

Tout ça alors que dans la rue, la consommation de drogue, elle n'a pas pris de pause. Au contraire. «Quand on a commencé le projet, je m'attendais à avoir un certain temps avant d'avoir à faire face à une recrudescence des changements dans les habitudes de consommation et une augmentation de la présence de fentanyl, confie l'intervenant psychosocial à la clinique **SABSA** Thomas

© 2020 Le Soleil (Québec, QC) (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20200824-LSW-c4260da72ef76f56f82afb3ab225b09a

Fréchette. L'Ouest canadien est très impacté et ça s'est répandu un peu partout, comme à Ottawa ou Montréal, mais je me disais que ça mettrait plus de temps à arriver ici et en région. Ce que l'on constate en situation post-COVID, c'est que la crise a pris de l'avance pendant la pandémie. »

Entre avril et juillet, de 3 à 4 surdoses mortelles et de 4 à 5 non-mortelles sont survenues à Québec par mois selon le CIUSSS de la Capitale-Nationale, des chiffres un peu plus élevés comparés à 2019. À la mi-août, les chiffres sont encore plus inquiétants, avec 17 surdoses non mortelles déjà signalées pour ce mois. Neuf de ces surdoses ont impliqué la prise de GHB.

«On a l'impression qu'il y a eu une recrudescence de la consommation, estime Amélie Bédard. On a distribué vraiment davantage de matériels d'injection stérile.» La période du confinement a engendré davantage de détresse, ce qui n'aide pas les personnes aux prises avec des problèmes de consommation selon la directrice.

On a l'impression qu'il y a eu une recrudescence de la consommation. On a distribué vraiment davantage de matériels d'injection stérile

Amélie Bédard, directrice générale de SABSA

L'intervenant psychosocial assis à côté d'elle n'hésite pas à renchérir. «Quand on parle d'une hausse, on parle d'une grosse hausse, dit-il. D'habitude je place une commande de matériel par mois, là j'en passe deux fois par semaine.» Le nombre de kits pour chaque consommateur a toutefois également augmenté, dans la logique d'avoir à moins se déplacer et à s'approvisionner le plus pos-

sible.

«La hausse des surdoses a un impact sur nous, car on s'en fait beaucoup parler, surtout par les usagers», indique Thomas Fréchette. «Ils sont inquiets.» Les demandes reçues à SABSA portent de plus en plus sur le testage des substances.

Les inquiétudes grimpent également chez les revendeurs, selon l'intervenant psychosocial. «Souvent ce ne sont pas des gens qui font de l'argent avec ça, poursuit-il. Ils payent leur consommation et approvisionnent leur réseau constitué de personnes de leur entourage ou de gens de leur région. Ils ont souvent des inquiétudes pour eux aussi, en se disant "je ne veux pas les tuer", donc ils voudraient savoir ce qu'il y a dans leurs substances.»

Inquiétudes autour du GHB

«Ça fait 12 ans que je suis intervenant et j'entendais parler du GHB qu'occasionnellement, relate Thomas Fréchette. Maintenant c'est quasi quotidiennement.» La Santé publique s'est particulièrement mobilisée pendant la COVID sur la problématique du GHB, une substance plus forte qu'à l'habitude, en distribuant des dépliants et des doseurs. «Avant la pandémie, c'étaient des outils que l'on n'avait pas, car il n'y avait pas autant de surdoses au GHB, poursuit l'intervenant. C'est bien implanté dans les habitudes de consommation des gens.»

L'un des rôles de la clinique de soins mobile SABSA est aussi d'aller à la rencontre d'organismes et d'usagers pour distribuer de l'information et récupérer des impressions terrain. «Récemment, on est allé à Saint-Alban pour parler avec des jeunes qui réalisent des activ-

ités dans un jardin communautaire, indique Thomas Fréchette. On a voulu savoir comment se passe leur consommation et celle de leurs amis. C'était intéressant d'avoir ses discussions, car on se donne comme mandat de documenter la réalité vécue sur le territoire. C'est vraiment différent de ce que l'on peut voir au centre-ville, car c'est plus caché, mais c'est en même temps plus répandu que ce que l'on pourrait le penser. On le voit dans les groupes de travail.»

C'est à travers ce type d'intervention qu'il est possible de constater que la problématique du GHB est présente sur l'ensemble du territoire. «Avec ce groupe de jeunes justement on leur a distribué de la naloxone et des doseurs de GHB, précise l'intervenant psychosocial. On soupçonne qu'il y ait du fentanyl dans cette substance, donc on enseigne aux jeunes la façon de bien l'utiliser s'ils vont la consommer de toute façon.»

En plus de la qualité, il y a aussi la façon de consommer qui est importante. Avec la pandémie, les usagers ont eu tendance à consommer davantage seuls au lieu de le faire en groupe capable d'intervenir en cas de risques. «On a vu sur des forums des consommateurs se mettre en lien pendant le confinement pour se surveiller avec des Facetime ou Zoom pendant leur consommation, explique Thomas Fréchette. Ça se fait encore maintenant.»

La peur du masque

Garé sur un stationnement de la rue Saint-Vallier, le camion de la clinique SABSA est en nettoyage. La clinique mobile a dû s'adapter aux directives de la Santé publique qui demande, entre autres, l'instauration de « zones chaudes

» et de « zones froides », pour pouvoir reprendre ses activités.

« Il y a eu une période d'ajustement au niveau du matériel, indique Thomas Fréchette. Maintenant on est dans une phase d'ajustement des interventions, parce qu'il y a souvent des accompagnements à faire. Comment utiliser le véhicule? Est-ce que je peux les amener à bord? Dois-je mettre mon masque? »

Des questions qui se posent lorsque les usagers à qui l'on tente de venir en aide ont eu peur du masque aux premiers abords. Souvent les gens qu'on reçoit ici, la COVID c'est vraiment le dernier de leur souci, explique Amélie Bédard. Au début quand on portait le masque c'était perçu comme « Je me protège de toi », ou « tu es menaçant », alors que pas du tout. Je le mets surtout pour te protéger de moi. Ça vient beaucoup changer les rapports. C'était important de leur rappeler aussi que ce n'est pas contre eux que l'on porte un masque. »

+

3 QUESTIONS SUR LES SURDOS-ES EN TEMPS DE PANDÉMIE

Nathanaëlle Thériault, médecin spécialiste à la Direction de santé publique de la Capitale-Nationale, répond aux questions du *Soleil*.

Q Quel rôle la pandémie joue-t-elle dans cette augmentation des surdoses?

R C'est sûr que la situation que l'on vit aujourd'hui avec la pandémie amène des changements dans l'approvisionnement de la drogue. Avec les restrictions aux frontières, ça vient modifier la dynamique. Certaines drogues sont plus difficiles à obtenir que d'autres actuelle-

ment. Celles en circulation sont aussi possiblement de moins bonnes qualités.

On nous rapporte des informations sur le terrain de personnes qui nous disent que les effets par exemple du GHB semblent être inhabituels, plus forts qu'à l'habitude. On pense aussi que comme certaines drogues sont plus difficiles à obtenir, certains usagers se mettent à consommer des substances auxquelles ils sont moins habitués. En modifiant le type de drogue, il y a plus de risques de surdoses.

L'accès aux services communautaires a aussi été modifiés à cause de la pandémie, notamment dans les offres de services. Nous, au niveau de la distribution de naloxone faite en pharmacie communautaire, on a remarqué qu'il y a eu une diminution de l'achalandage, car les gens se rendent moins en personne en pharmacie.

On observe aussi que les gens ont eu moins de consommation en groupe qu'à l'habitude. C'est sûr qu'en consommant seul on se met davantage à risques, car il n'y a personne pour intervenir s'il arrive quelque chose. C'est l'ensemble de tous ces facteurs là qui a joué un rôle, sans que l'on puisse identifier une cause en particulier.

L'hypothèse de l'introduction de la Prestation Canadienne d'Urgence (PCU) est intéressante et nous a été rapportée par des intervenants terrains, qui nous l'avaient entendue dans les discussions avec leurs usagers. Nous n'avons pas de données pour appuyer cette affirmation, mais ça fait partie de l'ensemble de nos hypothèses pour expliquer l'augmentation des cas de surdoses.

On observait une légère augmentation depuis le mois d'avril, mais ce qui nous

inquiète c'est que ça s'est accéléré depuis le début du mois d'août.

On est en action, on a envoyé des appels à la vigilance à nos cliniciens, aux médecins de la région, aux ambulanciers et aux travailleurs communautaires pour les sensibiliser au phénomène et être davantage vigilants. Il faut aussi rappeler les messages de prévention aux personnes concernées.

Q Quelles sont les substances qui vous inquiètent le plus?

R Les gens sur le terrain, autant les policiers que les intervenants communautaires, nous ont manifesté que leur clientèle percevait des effets plus forts dans le GHB qu'à l'habitude. Ce sont des informations que l'on prend toujours au sérieux.

Il y a une augmentation générale des surdoses, dans plusieurs secteurs de la ville et avec plusieurs substances concernées, mais celle qui est le plus marqué c'est vraiment le GHB. Si on regarde les cas de surdoses non mortelles depuis le début du mois d'août, plus de la moitié concerne des gens qui en ont consommé.

On a produit un feuillet de sensibilisation à cet effet que l'on a distribué tout récemment. Nous avons aussi donné du matériel à doser, car on sait que dans le cas du GHB, quelques gouttes de trop peuvent faire toute la différence et amener à une surdose. C'est vraiment important d'être vigilant.

Le GHB est un déprimeur, ça va amener un ralentissement au niveau du système nerveux et au niveau de la respiration, donc quand on le mélange avec des substances similaires, dont l'alcool ou les opioïdes, cela a des effets qui s'addi-

tionnent et c'est dangereux. Il faut éviter de mélanger les substances, surtout avec d'autres déprimeurs.

On a aussi augmenté le nombre de point de distribution de naloxone, qui n'est pas un antidote directement au GHB, plutôt aux opioïdes, mais on pense que c'est important de continuer nos efforts de ce côté-là.

Q Quels conseils donnez-vous aux usagers?

R Lors des années précédentes, on a observé que pendant les périodes de chaleurs de l'été les surdoses augmentaient de façon marquée, ce qui concorde avec l'été très chaud que l'on vient de connaître. Ça fait partie des messages de prévention à répéter : il est important de bien s'hydrater, particulièrement en vague de chaleur. Pour les consommateurs de drogues, on sait que consommer en étant déshydraté peut mettre davantage à risques.

Il faut également éviter de consommer seul le plus possible. Si on consomme en groupe, il faut ne pas tous consommer en même temps pour qu'on puisse être capable d'intervenir si jamais il y a des complications pour l'un des membres du groupe.

Comme on le voit avec le GHB en ce moment, il faut éviter de consommer plusieurs substances en même temps pour être moins à risques.

Il est aussi important d'avoir de la naloxone sur soi et savoir comment l'utiliser. Surtout ne pas hésiter à appeler le 911 si jamais il se passe quoique ce soit.

Cet article est paru dans Le Soleil (Québec, QC) (site web)

<https://www.lesoleil.com/actualite/la-capitalite/surdoses-et-pandemie-pourquoi-les-intervenants-terrain-sinquiètent-c4260da72ef76f56f82afb3ab225b09a>

Note(s) :

Cet article a été modifié le 2020-08-25 à 10h34 HE.

Nom de la source

Le Soleil (Québec, QC) (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Dimanche 23 août 2020 • 04h00 HE

Le Soleil (Québec, QC) (site web) • 2165 mots

Aussi paru dans

23 août 2020 -

La Voix de l'Est (Granby, QC) (tablette)

La Tribune (Sherbrooke, QC) (tablette)

Le Quotidien (Saguenay, QC) (tablette)

Le Nouvelliste (Trois-Rivières, QC) (tablette)

Le Droit (Ottawa, ON) (tablette)

Le Soleil (Québec, QC) (tablette)

Surdose et pandémie: pourquoi les intervenants terrain s'inquiètent

Guillaume Mazoyer

Le Soleil

Le territoire de la Capitale-Nationale est secoué par une hausse marquée du nombre mensuel de surdoses par rapport à 2019. Sur le terrain, le travail des intervenants a été compliqué par la pandémie.

Lancée en mars, la clinique de soins mobile de la Coopérative de solidarité **SABSA** reprend ses fonctions après une pause forcée et doit trouver un nouvel équilibre entre testage des substances, prévention et mesures sanitaires imposées par la COVID-19.

Le moment choisi par la pandémie pour se pointer le bout du nez n'était pas le meilleur pour le projet de clinique de soins mobile. «On venait de se lancer le 2 mars et à partir du 13, tout était en pause; le timing était très mauvais, constate Amélie Bédard, la directrice générale de **SABSA**.

La fermeture en mars entre les différents secteurs, dont celui de Charlevoix, ne permettait plus à l'équipe de s'y rendre. «Au mois de mars et avril, on a mis ça sur pause, parce que ça ne faisait pas de sens de continuer», poursuit-elle. La reprise s'est graduellement faite en mai avec des partenaires de la clinique, mais



Photo Le Soleil, Erick Labbé

La clinique de soins mobile de la Coopérative de solidarité **SABSA** reprend du service après une pause forcée et doit trouver un nouvel équilibre entre testage des substances, prévention et mesures sanitaires imposées par la COVID-19.

sans intervention avec le véhicule.

Tout ça alors que dans la rue, la consommation de drogue, elle n'a pas pris de pause. Au contraire. «Quand on a commencé le projet, je m'attendais à avoir un certain temps avant d'avoir à faire face à une recrudescence des changements dans les habitudes de consommation et une augmentation de la présence de fentanyl, confie l'intervenant psychosocial à la clinique **SABSA** Thomas

© 2020 Le Soleil (Québec, QC) (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20200823-LSW-c4260da72ef76f56f82afb3ab225b09a

Fréchette. L'Ouest canadien est très impacté et ça s'est répandu un peu partout, comme à Ottawa ou Montréal, mais je me disais que ça mettrait plus de temps à arriver ici et en région. Ce que l'on constate en situation post-COVID, c'est que la crise a pris de l'avance pendant la pandémie. »

Entre avril et juillet, de 3 à 4 surdoses mortelles et de 4 à 5 non-mortelles sont survenues à Québec par mois selon le CIUSSS de la Capitale-Nationale, des chiffres un peu plus élevés comparés à 2019. À la mi-août, les chiffres sont encore plus inquiétants, avec 17 surdoses non mortelles déjà signalées pour ce mois. Neuf de ces surdoses ont impliqué la prise de GHB.

«On a l'impression qu'il y a eu une recrudescence de la consommation, estime Amélie Bédard. On a distribué vraiment davantage de matériels d'injection stérile.» La période du confinement a engendré davantage de détresse, ce qui n'aide pas les personnes aux prises avec des problèmes de consommation selon la directrice.

On a l'impression qu'il y a eu une recrudescence de la consommation. On a distribué vraiment davantage de matériels d'injection stérile

Amélie Bédard, directrice générale de SABSA

L'intervenant psychosocial assis à côté d'elle n'hésite pas à renchérir. «Quand on parle d'une hausse, on parle d'une grosse hausse, dit-il. D'habitude je place une commande de matériel par mois, là j'en passe deux fois par semaine.» Le nombre de kits pour chaque consommateur a toutefois également augmenté, dans la logique d'avoir à moins se déplacer et à s'approvisionner le plus pos-

sible.

«La hausse des surdoses a un impact sur nous, car on s'en fait beaucoup parler, surtout par les usagers», indique Thomas Fréchette. «Ils sont inquiets.» Les demandes reçues à SABSA portent de plus en plus sur le testage des substances.

Les inquiétudes grimpent également chez les revendeurs, selon l'intervenant psychosocial. «Souvent ce ne sont pas des gens qui font de l'argent avec ça, poursuit-il. Ils payent leur consommation et approvisionnent leur réseau constitué de personnes de leur entourage ou de gens de leur région. Ils ont souvent des inquiétudes pour eux aussi, en se disant "je ne veux pas les tuer", donc ils voudraient savoir ce qu'il y a dans leurs substances.»

Inquiétudes autour du GHB

«Ça fait 12 ans que je suis intervenant et j'entendais parler du GHB qu'occasionnellement, relate Thomas Fréchette. Maintenant c'est quasi quotidiennement.» La Santé publique s'est particulièrement mobilisée pendant la COVID sur la problématique du GHB, une substance plus forte qu'à l'habitude, en distribuant des dépliants et des doseurs. «Avant la pandémie, c'étaient des outils que l'on n'avait pas, car il n'y avait pas autant de surdoses au GHB, poursuit l'intervenant. C'est bien implanté dans les habitudes de consommation des gens.»

L'un des rôles de la clinique de soins mobile SABSA est aussi d'aller à la rencontre d'organismes et d'usagers pour distribuer de l'information et récupérer des impressions terrain. «Récemment, on est allé à Saint-Alban pour parler avec des jeunes qui réalisent des activ-

ités dans un jardin communautaire, indique Thomas Fréchette. On a voulu savoir comment se passe leur consommation et celle de leurs amis. C'était intéressant d'avoir ses discussions, car on se donne comme mandat de documenter la réalité vécue sur le territoire. C'est vraiment différent de ce que l'on peut voir au centre-ville, car c'est plus caché, mais c'est en même temps plus répandu que ce que l'on pourrait le penser. On le voit dans les groupes de travail.»

C'est à travers ce type d'intervention qu'il est possible de constater que la problématique du GHB est présente sur l'ensemble du territoire. «Avec ce groupe de jeunes justement on leur a distribué de la naloxone et des doseurs de GHB, précise l'intervenant psychosocial. On soupçonne qu'il y ait du fentanyl dans cette substance, donc on enseigne aux jeunes la façon de bien l'utiliser s'ils vont la consommer de toute façon.»

En plus de la qualité, il y a aussi la façon de consommer qui est importante. Avec la pandémie, les usagers ont eu tendance à consommer davantage seuls au lieu de le faire en groupe capable d'intervenir en cas de risques. «On a vu sur des forums des consommateurs se mettre en lien pendant le confinement pour se surveiller avec des Facetime ou Zoom pendant leur consommation, explique Thomas Fréchette. Ça se fait encore maintenant.»

La peur du masque

Garé sur un stationnement de la rue Saint-Vallier, le camion de la clinique SABSA est en nettoyage. La clinique mobile a dû s'adapter aux directives de la Santé publique qui demande, entre autres, l'instauration de « zones chaudes

» et de « zones froides », pour pouvoir reprendre ses activités.

« Il y a eu une période d'ajustement au niveau du matériel, indique Thomas Fréchette. Maintenant on est dans une phase d'ajustement des interventions, parce qu'il y a souvent des accompagnements à faire. Comment utiliser le véhicule? Est-ce que je peux les amener à bord? Dois-je mettre mon masque? »

Des questions qui se posent lorsque les usagers à qui l'on tente de venir en aide ont eu peur du masque aux premiers abords. Souvent les gens qu'on reçoit ici, la COVID c'est vraiment le dernier de leur souci, explique Amélie Bédard. Au début quand on portait le masque c'était perçu comme « Je me protège de toi », ou « tu es menaçant », alors que pas du tout. Je le mets surtout pour te protéger de moi. Ça vient beaucoup changer les rapports. C'était important de leur rappeler aussi que ce n'est pas contre eux que l'on porte un masque. »

+

3 QUESTIONS SUR LES SURDOS-ES EN TEMPS DE PANDÉMIE

Nathanaëlle Thériault, médecin spécialiste à la Direction de santé publique de la Capitale-Nationale, répond aux questions du *Soleil*.

Q Quel rôle la pandémie joue-t-elle dans cette augmentation des surdoses?

R C'est sûr que la situation que l'on vit aujourd'hui avec la pandémie amène des changements dans l'approvisionnement de la drogue. Avec les restrictions aux frontières, ça vient modifier la dynamique. Certaines drogues sont plus difficiles à obtenir que d'autres actuelle-

ment. Celles en circulation sont aussi possiblement de moins bonnes qualités.

On nous rapporte des informations sur le terrain de personnes qui nous disent que les effets par exemple du GHB semblent être inhabituels, plus forts qu'à l'habitude. On pense aussi que comme certaines drogues sont plus difficiles à obtenir, certains usagers se mettent à consommer des substances auxquelles ils sont moins habitués. En modifiant le type de drogue, il y a plus de risques de surdoses.

L'accès aux services communautaires a aussi été modifiés à cause de la pandémie, notamment dans les offres de services. Nous, au niveau de la distribution de naloxone faite en pharmacie communautaire, on a remarqué qu'il y a eu une diminution de l'achalandage, car les gens se rendent moins en personne en pharmacie.

On observe aussi que les gens ont eu moins de consommation en groupe qu'à l'habitude. C'est sûr qu'en consommant seul on se met davantage à risques, car il n'y a personne pour intervenir s'il arrive quelque chose. C'est l'ensemble de tous ces facteurs là qui a joué un rôle, sans que l'on puisse identifier une cause en particulier.

L'hypothèse de l'introduction de la Prestation Canadienne d'Urgence (PCU) est intéressante et nous a été rapportée par des intervenants terrains, qui nous l'ont entendue dans les discussions avec leurs usagers. Nous n'avons pas de données pour appuyer cette affirmation, mais ça fait partie de l'ensemble de nos hypothèses pour expliquer l'augmentation des cas de surdoses.

On observait une légère augmentation depuis le mois d'avril, mais ce qui nous

inquiète c'est que ça s'est accéléré depuis le début du mois d'août.

On est en action, on a envoyé des appels à la vigilance à nos cliniciens, aux médecins de la région, aux ambulanciers et aux travailleurs communautaires pour les sensibiliser au phénomène et être davantage vigilants. Il faut aussi rappeler les messages de prévention aux personnes concernées.

Q Quelles sont les substances qui vous inquiètent le plus?

R Les gens sur le terrain, autant les policiers que les intervenants communautaires, nous ont manifesté que leur clientèle percevait des effets plus forts dans le GHB qu'à l'habitude. Ce sont des informations que l'on prend toujours au sérieux.

Il y a une augmentation générale des surdoses, dans plusieurs secteurs de la ville et avec plusieurs substances concernées, mais celle qui est le plus marquée c'est vraiment le GHB. Si on regarde les cas de surdoses non mortelles depuis le début du mois d'août, plus de la moitié concerne des gens qui en ont consommé.

On a produit un feuillet de sensibilisation à cet effet que l'on a distribué tout récemment. Nous avons aussi donné du matériel à doser, car on sait que dans le cas du GHB, quelques gouttes de trop peuvent faire toute la différence et amener à une surdose. C'est vraiment important d'être vigilant.

Le GHB est un déprimeur, ça va amener un ralentissement au niveau du système nerveux et au niveau de la respiration, donc quand on le mélange avec des substances similaires, dont l'alcool ou les opioïdes, cela a des effets qui s'addi-

tionnent et c'est dangereux. Il faut éviter de mélanger les substances, surtout avec d'autres déprimeurs.

On a aussi augmenté le nombre de point de distribution de naloxone, qui n'est pas un antidote directement au GHB, plutôt aux opioïdes, mais on pense que c'est important de continuer nos efforts de ce côté-là.

Q Quels conseils donnez-vous aux usagers?

R Lors des années précédentes, on a observé que pendant les périodes de chaleurs de l'été les surdoses augmentaient de façon marquée, ce qui concorde avec l'été très chaud que l'on vient de connaître. Ça fait partie des messages de prévention à répéter : il est important de bien s'hydrater, particulièrement en vague de chaleur. Pour les consommateurs de drogues, on sait que consommer en étant déshydraté peut mettre davantage à risques.

Il faut également éviter de consommer seul le plus possible. Si on consomme en groupe, il faut ne pas tous consommer en même temps pour qu'on puisse être capable d'intervenir si jamais il y a des complications pour l'un des membres du groupe.

Comme on le voit avec le GHB en ce moment, il faut éviter de consommer plusieurs substances en même temps pour être moins à risques.

Il est aussi important d'avoir de la naloxone sur soi et savoir comment l'utiliser. Surtout ne pas hésiter à appeler le 911 si jamais il se passe quoique ce soit.

Cet article est paru dans Le Soleil (Québec, QC) (site web)

<https://www.lesoleil.com/actualite/la-capitalite/surdose-et-pandemie-pourquoi-les-intervenants-terrain-sinquietent-c4260da72ef76f56f82afb3ab225b09a>

Note(s) :

Cet article a été modifié le 2020-08-23 à 04h18 HE.



Nom de la source

ICI Radio-Canada - Québec (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Vendredi 12 juin 2020

ICI Radio-Canada - Québec (site web) • 762 mots

Aussi paru dans

12 juin 2020 - ICI Radio-Canada - Nouvelles (site web)

SABSA offrira le premier service de consommation supervisée de Québec

David Rémillard

La coopérative de solidarité **SABSA** a été retenue pour gérer le tout premier service de consommation supervisée de Québec, a appris Radio-Canada.

La clinique du quartier Saint-Roch, qui travaille déjà en prévention des surdoses et des infections, a vu sa proposition retenue par le CIUSSSCentre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale au terme d'un appel de projets lancé ce printemps.

Au cours des prochaines semaines, on mettra tout en branle afin d'amorcer les travaux avec l'organisme et les autres partenaires pour construire le projet et offrir rapidement les services, confirme Vincent Lamontagne, directeur adjoint des communications au CIUSSSCentre intégré universitaire de santé et de services sociaux.

Un site de consommation supervisée permet aux utilisateurs de drogues par injection de consommer sous supervision dans un environnement stérilisé. D'un point de vue de santé publique, il vise à limiter la transmission de certaines infections comme le VIH ou l'hépatite B par du matériel d'injection souillé.

La présence de personnel de soin permet également de réagir rapidement en cas de surdose, notamment aux opioïdes comme le fentanyl.

Amélie Bédard, directrice générale de la coopérative de solidarité **SABSA**, rappelle que cette clientèle, qui demande le service depuis longtemps, est souvent désaffiliée du réseau de la santé.

Pas de détails Lors du lancement de l'appel de projets, à la fin mars, l'objectif était d'offrir les services dès la fin de 2020. Or bien des détails n'ont pas encore été déterminés et les pourparlers commenceront la semaine prochaine avec **SABSA**. L'échéance est tout de même maintenue, assure-t-on au CIUSSSCentre intégré universitaire de santé et de services sociaux.

Reste que plusieurs éléments qui avaient été établis, comme le lieu, ne sont plus définitifs.

L'automne dernier, le plan était de construire un bâtiment neuf dans Saint-Roch, à l'angle des rues Saint-Ansleme et du Prince-Édouard, sur un terrain appartenant au CIUSSSCentre intégré universitaire de santé et de services sociaux. L'intention était d'ouvrir d'abord le service dans une unité temporaire puis de transférer de façon permanente dans

© 2020 CBC/Radio-Canada. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



le nouvel immeuble.

Cette stratégie n'est plus certaine.

Tout est encore sur la table, affirme Claudine Lemay, directrice adjointe des programmes de santé mentale et dépendances au CIUSSS. On doit amorcer les discussions avec **SABSA** pour préciser les modalités, où seront offerts les services, sous quelle forme et avec quelle équipe clinique.

Une fois les détails peaufinés, le CIUSSS Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux devra envoyer son dossier à Santé Canada, qui doit délivrer une exemption pour permettre l'opération du site. Mme Lemay a confiance que les choses iront bon train.

C'est une bonne nouvelle pour les utilisateurs qui attendent le développement du service de consommation supervisée depuis longtemps.

Claudine Lemay, directrice adjointe des programmes de santé mentale et dépendances au CIUSSS À noter que **SABSA** détient depuis quelques temps une unité mobile pour la prévention des surdoses sur le territoire de la ville et en périphérie. L'option d'un site mobile fait partie des solutions envisagées mais rien n'a encore été arrêté. De tels sites existent dans d'autres villes au pays, dont Montréal.

L'unité mobile de la coopérative de solidarité **SABSA**.

Photo : Radio-Canada / Hans Campbell

Nouveau départ Cette entente marque un nouveau départ pour le projet et la fin d'une longue saga.

Ce premier site de consommation supervisée est dans les cartons depuis une

décennie à Québec. Après des années de démarchage, l'organisme Point de Repères était parvenu à s'impliquer comme partenaire avec le CIUSSS Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux pour la mise sur pied du projet.

Le maire de Québec et la police de Québec ont été sensibilisés à ses bienfaits et ont chacun donné leur aval en cours de route. Le choix d'un premier site avait été annoncé au printemps 2018.

La grogne populaire et des questions de logistique ont finalement poussé les deux partenaires à regarder ailleurs pour un terrain. Dans la foulée, un choc des cultures organisationnelles a fini par compromettre le partenariat, certains détails du projet ayant changé.

Le maître d'oeuvre étant le CIUSSS Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux et le terrain convoité étant sa propriété, Point de Repères s'est inquiété que les UDI ne fréquentent pas le bâtiment s'il était trop institutionnel.

À cet égard, **SABSA** convient qu'il faut trouver un équilibre. Amélie Bédard souligne que la clinique a une entente de partenariat avec le CIUSSS Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux depuis 2016 et que cette mixité existe déjà au sein de la coopérative.

David Rémillard (accéder à la page de l'auteur) David Rémillard

Cet article est paru dans ICI Radio-Canada - Québec (site web)

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1711426/consommation-supervisee-drogu-e-quebec-sabsa-ciuuss>



Nom de la source

ICI Radio-Canada - Québec (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Vendredi 12 juin 2020

ICI Radio-Canada - Québec (site web) • 477 mots

SABSA offrira le premier service de consommation supervisée de Québec

David Rémillard

La coopérative de solidarité SABSA offrira le tout premier service de consommation supervisée de Québec, a appris Radio-Canada.

La clinique du quartier Saint-Roch, qui travaille déjà en prévention des surdoses et des infections, a vu son projet retenu par le CIUSSSCentre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale au terme d'un appel d'offres lancé ce printemps.

Au cours des prochaines semaines, on mettra tout en branle afin d'amorcer les travaux avec l'organisme et les autres partenaires pour construire le projet et offrir rapidement les services, affirme Vincent Lamontagne, directeur adjoint des communications au CIUSSSCentre intégré universitaire de santé et de services sociaux.

Un site de consommation supervisée permet aux utilisateurs de drogues par injection de consommer sous supervision et dans un environnement stérilisé. Du personnel est également présent afin de réagir rapidement en cas de surdoses, notamment aux opioïdes comme le fentanyl.

Lors du lancement de l'appel de projets, à la fin mars, l'objectif était toujours d'offrir les services dès la fin de 2020.

L'intention est d'ouvrir d'abord dans une unité temporaire. Le CIUSSS visait éventuellement de construire un bâtiment à l'angle des rues Saint-Ansleme et Prince-Édouard sur un terrain qui lui sert de stationnement.

SABSA détient depuis quelques temps une unité mobile pour lutter contre les surdoses. Des sites mobiles existent dans d'autres villes au pays, dont Montréal.

L'unité mobile de la coopérative de solidarité SABSA.

Photo : Radio-Canada / Hans Campbell

Fin d'une saga Cette entente marque la fin d'une longue saga, un site de consommation supervisée étant dans les cartons depuis une décennie à Québec.

Après des années de démarchage, l'organisme Point de Repères était parvenu à s'impliquer comme partenaire avec le CIUSSSCentre intégré universitaire de santé et de services sociaux pour la mise sur pied du site de consommation supervisée.

Le maire de Québec et la police de Québec ont été sensibilisés et ont chacun donné leur aval en cours de route. Le choix d'un premier site avait même été annoncé au printemps 2018.

La grogne populaire et des questions de

© 2020 CBC/Radio-Canada. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20200612-CSQ-007

logistique ont finalement poussé les deux partenaires à regarder ailleurs. Dans la foulée, un choc des cultures organisationnelles a fini par compromettre le partenariat.

Le maître d'oeuvre étant le CIUSSSCentre intégré universitaire de santé et de services sociaux et le terrain convoité étant sa propriété, Point de Repères craint que les UDI ne fréquentent pas le bâtiment s'il est trop institutionnel.

Le CIUSSSCentre intégré universitaire de santé et de services sociaux malgré tout décidé de faire cavalier seul et de lancer un appel de projets, plaidant la volonté d'offrir le service le plus rapidement possible. Point de Repères avait alors réagi en demandant aux organismes de la région de Québec de faire preuve de solidarité et de ne pas présenter d'offres.

David Rémillard (accéder à la page de l'auteur)David Rémillard

Cet article est paru dans ICI Radio-Canada - Québec (site web)

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1711426/consommation-supervisee-drogu-e-quebec-sabsa-ciuss>



Nom de la source

ICI Radio-Canada - Québec (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Samedi 23 mai 2020

ICI Radio-Canada - Québec (site web) • 543 mots

Du GHB suspecté d'avoir causé trois surdoses mortelles à Québec

David Rémillard

Au moins trois signalements de décès à la suite d'une consommation excessive de GHB ont été rapportés à Québec dans le dernier mois, poussant la santé publique à émettre un avis et à demander aux organismes de prévention de redoubler de vigilance.

Au total, neuf surdoses mortelles ont été compilées dans la région depuis le 1er avril en lien avec diverses substances.

La Direction régionale de la santé publique de la Capitale-Nationale a cependant sonné l'alarme spécifiquement sur le GHB, qui est soupçonné pour trois d'entre elles. Nous vous demandons de rehausser votre vigilance vis-à-vis la consommation de GHB, y écrit la Dre Nathanaëlle Thériault.

La substance, un déprimeur dont les effets s'apparentent à ceux de l'alcool, est aussi connue sous le nom de drogue du viol. Malgré ce surnom, elle est prisée et ingérée volontairement par plusieurs consommateurs.

D'après cet avertissement de la santé publique, le GHB suspecté d'avoir causé des surdoses mortelles a été acheté sur le territoire de la ville de Québec.

Ces décès sont survenus dans un contexte de polyconsommation, impliquant notamment de la cocaïne dans deux cas, ajoute-t-on, précisant que des enquêtes

épidémiologiques sont toujours en cours pour déterminer la cause exacte des décès.

Baisse de qualité? La consommation de GHB n'est pas nouvelle en soi sur le territoire de la capitale, rappelle Amélie Bédard, directrice générale à la Coopérative de solidarité **SABSA**. Toutefois, poursuit-elle, oui il y a une recrudescence de consommation de GHB.

Mme Bédard prévient qu'il n'y a pas nécessairement d'augmentation de la consommation de drogue en général durant la pandémie. Par contre, des questions se posent sur la dope qui est en circulation et des produits qui sont accessibles aux consommateurs.

La pandémie, ce qu'elle a eu comme impact sur les réseaux illicites de drogue, c'est toute la question de l'approvisionnement qui est un peu plus difficile, explique-t-elle. Un constat fait à partir de discussions avec les usagers rencontrés dans le cadre des activités de la clinique **SABSA**.

Est-ce que les drogues sont de moins bonne qualité? Ça, c'est fort probable.

Amélie Bédard, coordonnatrice, coopérative de solidarité **SABSA** Une probabilité également évoquée par Anne-Frédérique Lambert-Slythe, médecin-conseil à la Direction régionale de santé publique de la Capitale-Na-

© 2020 CBC/Radio-Canada. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200523-CSQ-011

tionale. C'est ce qu'on entend sur le terrain.

Habitudes chambouléesLa médecin mentionne elle aussi une rareté de certains produits, ce qui pourrait avoir pour effet de chambouler les habitudes de consommation.

Il y a moins de drogue sur le marché, des drogues plus difficiles à trouver. Donc est-ce que les consommateurs se tournent vers des produits qu'ils ne sont pas habitués de consommer?, propose-t-elle à titre d'hypothèse pour expliquer les cas de surdoses.

Fait difficile à comprendre pour la Dre Lambert-Slythe, une hausse des fréquentations des urgences des hôpitaux pour des surdoses est par ailleurs observée depuis le début de la pandémie.

Mario Gagnon, de l'organisme Point de Repères, remarque également une hausse des surdoses dans la capitale actuellement.

Avec la fermeture des frontières américaines, il suspecte lui aussi que la qualité des drogues a chuté ces derniers temps. Il y a deux speeds [amphétamines] en ce moment qui posent problème, précise-t-il.

Rappelons qu'il est impossible présentement à Québec pour les consommateurs de faire tester les drogues en circulation.

Cet article est paru dans ICI Radio-Canada - Québec (site web)

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1705303/ghb-consommation-drogue-surdose-mortelle-quebec-capitale-nationale>



Le Journal de Québec (site web réf.) - Canoë - le journal de Québec

7 mars 2020

La **SABSA** devient mobile

Nom de la source

Le Journal de Québec (site web réf.) - Canoë - le journal de Québec

Type de source

Presse • Presse Web référencée

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

La **SABSA** devient mobile Autres Photo JEAN-FRANCOIS DESGAGNES Thomas Fréchette, intervenant, et Amélie Bédard, directrice générale de la **SABSA**, dans la nouvelle unité mobile. ...

Lire la suite

<https://www.journaldequebec.com/2020/03/05/la-sabsa-devient-mobile>

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

web-20200307-ORW-1120249_4883357705_10930206





Nom de la source

Le Soleil (Québec, QC)

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Hebdomadaire

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Québec, Québec, Canada

p. 11



Vendredi 6 mars 2020

Le Soleil (Québec, QC) • no. Vol. 124 n° 58 • p. 11 • 480 mots

Aussi paru dans

5 mars 2020 -

Le Soleil (Québec, QC) (site web)

Le Soleil (Québec, QC) (tablette)

Le Nouvelliste (Trois-Rivières, QC) (tablette)

Le Quotidien (Saguenay, QC) (tablette)

Surdoses

SABSA déploie une clinique de soins mobile

Valérie Marcoux; avec Élisabeth Fleury

La coopérative de solidarité **SABSA** déploie une clinique mobile de santé pour prévenir et répondre aux surdoses dans la région de la Capitale-Nationale.

«Avant tout, il s'agit d'interventions de proximité pour les patients et pour leurs proches. Le véhicule permettra de rejoindre une clientèle diversifiée, sans égard à l'âge, au sexe, à la substance psychoactive consommée, pour autant que cette substance place le patient en situation de risque de surdose. L'infirmière, l'intervenant et le pair aidant prodigueront les soins, la formation et l'enseignement requis à même cette clinique mobile aménagée pour répondre aux besoins», expose la directrice générale de **SABSA**, Amélie Bédard.

Le projet s'inscrit dans le plan de lutte aux opioïdes de la Direction de santé publique du CIUSSS de la Capitale-Nationale qui a participé à son financement en fournissant près de 200 000 \$ pour la clinique mobile et le salaire des intervenants, explique Nathanaëlle Thériault, médecin-conseil au sein de l'organisation. Son équipe et elle notent une légère hausse des signalements de sur-

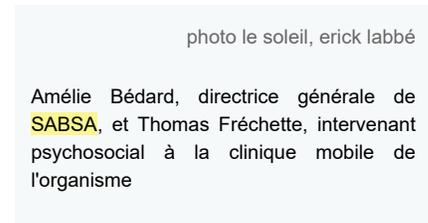


photo le soleil, erick labbé

Amélie Bédard, directrice générale de **SABSA**, et Thomas Fréchette, intervenant psychosocial à la clinique mobile de l'organisme

doses dans la région. En 2018, le nombre de signalements de surdoses mortelles suspectées était de 36 et est passé à 41 en 2019. Quant aux signalements de surdoses non-mortelles, ils ont augmenté de 57 en 2018 à 70 en 2019.

La clinique mobile se rendra notamment dans les régions périurbaines de Québec comme Portneuf et Charlevoix pour rejoindre les personnes à risque de surdoses qui sont moins visibles et plus isolées. «Le centre-ville de Québec est bien desservi pour les personnes qui vivent des problématiques de toxicomanie, mais dans les régions, c'est parfois plus difficile d'obtenir des services directs ou plus anonymes», explique Thomas Fréchette, intervenant psychosocial à la clinique mobile de **SABSA**. «Parce qu'on n'a pas de lien de proximité avec eux, ils n'ont pas de crainte que la confidentialité puisse être brisée parce qu'il y a un proche qui travaille dans les ressources où ils vont demander de

© 2020 Le Soleil (Québec, QC). Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



l'aide», explique l'intervenant.

L'objectif est aussi de réaffilier les usagers aux services réguliers qui pourraient exister dans leur secteur puisque l'équipe multidisciplinaire de la clinique mobile **SABSA** offrira du support aux organismes d'aide déjà en place. «On a commencé à rencontrer l'ensemble des ressources sur le territoire 03», informe Thomas Fréchette.

L'aménagement intérieur du véhicule a été conçu de manière à ce que les intervenants et les professionnels puissent administrer les soins «en toute confidentialité et sécurité pour les patients». L'intérieur ressemble à une clinique, avec table de consultation, matériel pour l'administration de vaccins, tests de dépistage des drogues et des ITSS, trousse de naloxone et matériel de consommation sécuritaire, entre autres. «On veut offrir une offre de services large pour rejoindre les gens», explique l'intervenant.

Le véhicule et son entretien sont une gracieuseté de Mercedes-Benz de Québec.

vmarcoux@lesoleil.com



Nom de la source

Le Journal de Québec

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Vendredi 6 mars 2020

Le Journal de Québec • p. 11 • 391 mots

LA SABSA DEVIENT MOBILE

MARTIN LAVOIE

La clinique SABSA s'est dotée d'une unité mobile pour étendre ses interventions à l'ensemble de la Capitale-Nationale, de Portneuf à Charlevoix.

LA CLINIQUE DISPOSE D'UN VÉHICULE POUR INTERVENIR DE PORTNEUF À CHARLEVOIX

«L'idée a germé en équipe. Dans nos discussions, ça fait longtemps qu'on caresse le projet d'avoir quelque chose de plus mobile pour aller vers les clients que l'on rejoint moins », raconte Amélie Bédard, directrice générale de la coopérative de solidarité SABSA.

La part dévolue à SABSA est d'environ 200 000 \$ sur les 800 000 \$ remis cette année dans le cadre du plan régional 2018-2020 en prévention et réponse aux surdoses d'opioïdes à l'intention des organismes en réduction des méfaits du CIUSSS de la Capitale-Nationale.

DÉJÀ EN FONCTION

Le véhicule et son entretien sont une grâceuseté de Mercedes-Benz de Québec. L'aménagement intérieur a été réalisé par GaéVan Aménagement et Hino, aussi gratuitement.

La clinique mobile s'adresse aux utilisateurs de substances psychoactives qui placent le patient en situation de risque de surdose.

Dévoilée hier, la clinique mobile a cependant commencé ses interventions

en début d'année.

«Nous sommes allés nous présenter aux organisations dans les territoires plus éloignés pour faire connaître nos services, explique Amélie Bédard. Nous voulons venir en support aux gens sur le terrain et donner accès aux soins à ceux qui en sont privés. [Dans ces régions] les risques de surdoses sont moins visibles et plus isolés.»

«Un pair aidant sur le terrain pourra nous mener vers des endroits stratégiques, des individus. Les organismes aussi pourront nous guider. On pense que ça va fonctionner avec le référencement et le bouche-à-oreille. Nous n'affichons pas d'heures de présence fixes, nous y allons au besoin », ajoute-t-elle.

PAS SEULEMENT LES OPIOÏDES

«Une bonne proportion des surdoses est provoquée par les opioïdes. Mais il y en a beaucoup aussi par la cocaïne, le GHB et par les amphétamines. Souvent, les gens consomment plus qu'un type de substances. Et il arrive que des drogues soient contaminées par des opioïdes », constate Nathanaëlle Thériault, médecin-conseil à la Direction de santé publique du CIUSSS de la Capitale-Nationale.

Selon elle, les surdoses ne sont pas une

© 2020 MediaQMI. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



problématique limitée au centre-ville de Québec.

SURDOSES* 2018 2019 Mortelles suspectées** 36 41 Non mortelles déclarées 57 70 *Territoire du CIUSSS de la Capitale-Nationale **Les décès ne sont confirmés qu'après enquête du coroner, ce qui peut prendre un an



Nom de la source

ICI Radio-Canada - Québec (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Jeudi 5 mars 2020

ICI Radio-Canada - Québec (site web) • 333 mots

SABSA étend ses services en région avec une clinique mobile

Radio-Canada

La clinique de solidarité SABSA a maintenant un véhicule de fonction pour offrir des services à l'extérieur des centres urbains et aider à prévenir les surdoses d'opiacés.

Le véhicule a été aménagé un peu comme une clinique, raconte l'intervenant Thomas Fréchette. À l'intérieur, il y a une table de consultation, du rangement, une centrifugeuse, tout ce qu'il faut pour faire des prélèvements et des tests.

Les services mobiles seront financés par le CIUSSS de la Capitale-Nationale et ils s'ajoutent aux services offerts par la clinique au centre-ville de Québec.

Selon la directrice générale de SABSA, Amélie Bédard, ce n'est pas parce que la toxicomanie est moins visible dans des régions comme Portneuf et Charlevoix que les besoins sont inexistants.

La dépendance aux opiacées et la toxicomanie, elle se retrouve partout. C'est juste que dans certains secteurs, c'est plus invisible, c'est plus caché, c'est plus tabou, a-t-elle expliqué en entrevue à l'émission C'est encore mieux l'après-midi.

Nouvelle clientèleLe défi principal sera de tisser des liens et une relation de confiance avec une clientèle que les intervenants connaissent moins bien. La clinique SABSA compte y arriver avec

l'embauche de personnel provenant des régions ciblées.

Les pairs aidants qu'on a recrutés pour venir travailler avec l'équipe interdisciplinaire sur le mobile sont des gens qui proviennent de ces secteurs-là et qui ont une excellente connaissance du terrain, fait valoir Amélie Bédard.

Thomas Fréchette, qui travaillera lui aussi sur le terrain avec l'équipe mobile, estime que l'expertise développée par SABSA au cours des dernières années sera fort appréciée des ressources d'aide en région qui, parfois, on moins de moyens.

On peut leur offrir une perspective multidisciplinaire avec une infirmière, un pair aidant, un intervenant et on a aussi accès à d'autres ressources qui sont les spécialistes de la clinique à Québec.

L'équipe mobile aura aussi pour mandat de distribuer de la naloxone, un antidote aux surdoses d'opiacés, aux intervenants en région et aux utilisateurs de drogues par injection.

Cet article est paru dans ICI Radio-Canada - Québec (site web)

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1650966/sabsa-services-toxicomanie-opiacee-clinique-mobile>

© 2020 CBC/Radio-Canada. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20200305-CSQ-003



Nom de la source

ICI Radio-Canada - Québec (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Jeudi 5 mars 2020

ICI Radio-Canada - Québec (site web) • 333 mots

SABSA étend ses services en région avec une clinique mobile

Radio-Canada

La clinique de solidarité SABSA a maintenant un véhicule de fonction pour offrir des services à l'extérieur des centres urbains et aider à prévenir les surdoses d'opiacés.

Le véhicule a été aménagé un peu comme une clinique, raconte l'intervenant Thomas Fréchette. À l'intérieur, il y a une table de consultation, du rangement, une centrifugeuse, tout ce qu'il faut pour faire des prélèvements et des tests.

Les services mobiles seront financés par le CIUSSS de la Capitale-Nationale et ils s'ajoutent aux services offerts par la clinique au centre-ville de Québec.

Selon la directrice générale de SABSA, Amélie Bédard, ce n'est pas parce que la toxicomanie est moins visible dans des régions comme Portneuf et Charlevoix que les besoins sont inexistants.

La dépendance aux opiacées et la toxicomanie, elle se retrouve partout. C'est juste que dans certains secteurs, c'est plus invisible, c'est plus caché, c'est plus tabou, a-t-elle expliqué en entrevue à l'émission C'est encore mieux l'après-midi.

Nouvelle clientèle Le défi principal sera de tisser des liens et une relation de confiance avec une clientèle que les intervenants connaissent moins bien. La clinique SABSA compte y arriver avec

l'embauche de personnel provenant des régions ciblées.

Les pairs aidants qu'on a recrutés pour venir travailler avec l'équipe interdisciplinaire sur le mobile sont des gens qui proviennent de ces secteurs-là et qui ont une excellente connaissance du terrain, fait valoir Amélie Bédard.

Thomas Fréchette, qui travaillera lui aussi sur le terrain avec l'équipe mobile, estime que l'expertise développée par SABSA au cours des dernières années sera fort appréciée des ressources d'aide en région qui, parfois, on moins de moyens.

On peut leur offrir une perspective multidisciplinaire avec une infirmière, un pair aidant, un intervenant et on a aussi accès à d'autres ressources qui sont les spécialistes de la clinique à Québec.

L'équipe mobile aura aussi pour mandat de distribuer de la naloxone, un antidote aux surdoses d'opiacés, aux intervenants en région et aux utilisateurs de drogues par injection.

Cet article est paru dans ICI Radio-Canada - Québec (site web)

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1650966/sabsa-services-toxicomanie-opiacee-clinique-mobile>

© 2020 CBC/Radio-Canada. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20200305-CSQ-013

Vendredi 28 février 2020

RCI - Radio Canada International (site web) • 1573 mots

**Nom de la source**

RCI - Radio Canada International (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

Montréal, Québec, Canada

Hépatite C chronique : importance du dépistage pour contrer les ravages d'un mal insidieux

Alice Chantal Tchandem Kamgang

L'Association canadienne pour l'étude du foie est en assemblée à Montréal, dans le but partager les expériences sur les innovations en ce qui a trait à la prise en charge de cette maladie.

Éradiquer l'Hépatite C chronique Julie Bruneau, chef département médecine générale Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM). Crédit : CHUM

L'objectif pour l'Association est de parvenir à identifier les pistes qui permettront d'arriver à une éradication de l'hépatite C au Canada à l'horizon 2030 conformément aux objectifs de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Pour cela, il faut mettre l'accent sur la sensibilisation en vue d'un dépistage plus accru et d'une prise en charge immédiate des patients. Le Canada connaît des progrès remarquables en ce sens, mais ce n'est pas toujours le cas pour bien des pays défavorisés, où l'accès aux traitements reste difficile en raison de l'insuffisance des infrastructures et des prix des médicaments qui demeurent élevés, malgré la baisse observée au cours des dernières années, souligne Julie Bruneau, chef du département de médecine générale du Centre hospitalier de l'Université de Montréal, et professeure au département de médecine familiale de cette même Université.

«?Il y a quelques années, on s'est retrouvé avec de nouvelles molécules qui coûtaient très chers. Maintenant, c'est très difficile de savoir les prix des médicaments, mais on sait que les prix ont baissé, et aussi qu'il y a des programmes dans plusieurs pays à bas revenus où les médicaments ne sont, pour ainsi dire, pas gratuits, mais ils coûtent quelques centaines de dollars. Cependant, ça prend quand même une infrastructure pour traiter les gens, ça prend une infrastructure pour les détecter, et donc un des enjeux de la recherche maintenant c'est de s'assurer que ces médicaments-là arrivent aux patients et que les patients les prennent. Pour cela, il faut trouver de nouvelles façons de les tester, des façons beaucoup plus simples, de nouvelles façons aussi de les traiter, souvent avec des méthodes novatrices. Les traitements ont été faits souvent dans les bureaux de médecins spécialistes, dans de grands hôpitaux. Il faut amener les traitements près de la population. Il y a beaucoup de modèles où c'est les pharmaciens, c'est les infirmières, c'est même des proches qui ont des rôles à jouer, et c'est vers là qu'il faut aller. Donc, détection facile, tests rapides, traitements rapides, traitements dans les communautés, pour qu'on réussisse à éradiquer cette maladie?», affirme Mme Bruneau, dans l'entrevue suivante avec Alice Chantal Tchandem.

© 2020 RCI - Radio Canada International (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200228-COY-013

ÉcoutezFR_Entre-
 vue_1-20200228-WIF10 Les consommateurs de drogues et autres stupéfiants qui utilisent une même seringue pour s'injecter sont à risque de se transmettre le virus de l'hépatite C chronique. Crédit : Istock

Le modèle du Québec se positionne comme un exemple susceptible d'éclairer la démarche des autres provinces, en ce qui a trait notamment au diagnostic et à la prévention, soutient la professeure.

Le Québec a joué un rôle important dans l'élimination du virus de l'hépatite C chronique (VHC) en lançant des programmes de micro-élimination pour diagnostiquer, établir un lien avec les soins/traiter et éliminer le VHC parmi les populations à risque élevé?, indique le communiqué.

«?Actuellement au Canada, on a encore une politique de détecter seulement les personnes à risque. Il y a des pays comme les États-Unis qui ont pris l'option de dire on va détecter tout le monde au moins une fois dans leur vie, ce qui permet, surtout dans les cohortes qui ont le plus de risque d'être infectées, une détection universelle, donc plus de détections de cas. Au Canada, on est encore avec une détection de personnes à risque, donc il y a beaucoup d'informations qui doivent être faites, à la fois dans les populations, à la fois chez les personnels de la santé, et on n'en est pas vraiment rendu à une détection optimale. On pense qu'il y a jusqu'à 40 % des gens qui ne sont pas encore détectés?», explique Dre Bruneau.

Du 28 février au 1er mars, les participants à cette assemblée passeront en revue l'ensemble des efforts fournis au Québec pour contrer la progression de

cette maladie qui touche 250?000 personnes à l'échelle du Canada, avec 110?000 personnes qui sont touchées, mais qui ignorent leur condition en raison de l'absence de diagnostic. C'est pour cette raison que de nouvelles projections de l'Institut national de santé publique du Québec font état de près de 40?000 à 75?000 personnes qui pourraient être atteintes dans cette province. (Source : communiqué).

«?L'Hépatite C est une maladie pour laquelle il y a le plus de conséquences, de coûts pour la société et les individus, plus que le VIH maintenant au Canada. On sait aussi que la grande majorité des cas sont parmi les personnes qui s'injectent des drogues. Il y a une double épidémie : il y a une épidémie des personnes qui sont infectées, à peu près 40 % ne le savent pas. Il y a beaucoup de problématiques chez les populations migrantes notamment qui ne sont pas au courant de leur infection et pour qui des fois l'accès aux services est plus complexe. Et il y a les populations qui elles aussi sont à risque et ont aussi des problèmes d'accès aux traitements compliqués pour toutes sortes de raisons vu leur utilisation de drogues. Donc, on est quand même dans des situations où on sait que si on ne se fixe pas un objectif de rejoindre les populations vulnérables, de leur offrir un traitement adapté, on n'atteindra pas notre cible de l'élimination de l'hépatite C?», note la chercheuse.

Une maladie insidieuse susceptible de causer des dommages irréversibles

Plusieurs projets de micro-élimination sont en place dans plusieurs centres et organismes d'appui dans la province pour l'identification des personnes à haut risque de VHC en vue de les

rediriger vers les centres de soin. Les plus concernés sont les consommateurs de drogues et autres stupéfiants en raison des risques de transmission par l'utilisation d'instrument d'injection de drogues souillés et non stérilisés, les communautés migrantes, les groupes autochtones et autres groupes vulnérables peu sensibilisés sur le VHC. Le centre Sida Amitié, dans les Laurentides, et SABSA, à Québec interviennent en première ligne auprès de ces personnes, ce qui favorise leur diagnostic et leur traitement en clinique.

L'hépatite C chronique est une maladie sournoise, qui peut conduire au cancer du foie si la personne n'est pas diagnostiquée à temps et traitée. Au Canada, 45 % des personnes ignorent qu'elles sont infectées. Crédit : Istock

«?L'hépatite C est une maladie qui est très insidieuse, c'est une maladie qui est très facile à transmettre par le sang. Quand on l'attrape, on n'est pas malade, à peu près 80 % de personnes ne le savent pas, et ça peut évoluer pendant 10, 20 et 30 ans, et c'est là qu'on a des conséquences comme la cirrhose du foie, ou le cancer du foie qui peut évidemment être létal. C'est une grande question, parce si on réussit à détecter les gens, si les gens sont traités, c'est une maladie pour laquelle théoriquement il n'y a pas de mortalité. Il y a beaucoup de stigmatisation autour de l'hépatite C. Maintenant ce qu'on voit, c'est qu'il y a des personnes qui, pour toutes sortes de raisons, n'ont pas été détectées, n'ont pas été traitées, et qui se retrouvent dans des cabinets médicaux parce qu'ils sont jaunes, ils ont le ventre enflé et en fait, ils ont une cirrhose du foie décompensée. Là, les taux de mortalité sont extrêmement élevés?», commente la chef du département de médecine générale.



Selon le communiqué, au moment de la sensibilisation au Centre Sida Amitié de Saint-Jérôme, «?17 % des personnes ont reçu un diagnostic de VHC, 100 % de ces personnes étaient liées aux soins à la clinique et 88 % de ces personnes ont commencé un traitement en clinique - à **SABSA**, 28 % des personnes ont commencé un traitement (plus de 220 personnes), 88 % des personnes ont commencé un traitement (193 personnes) et 32 % des personnes diagnostiquées ont également reçu un soutien psychosocial?».

Compte des progrès dans la prise en charge et le traitement au cours des dernières années, Mme Bruneau estime qu'il est essentiel de se faire dépister, car les chances d'une rémission totale sont réelles.

«?Depuis quelques années, la guérison de l'hépatite C est à 95 % et plus, avec des médicaments qui sont faciles à administrer, par la bouche, et avec peu d'effets secondaires. C'est une des infections virales où il y a les meilleurs taux de succès-Ce qui est extraordinaire avec l'hépatite C c'est que depuis cinq ans, il y a une révolution au niveau des traitements, ce qui fait en sorte qu'on est passé d'un traitement qui était extrêmement pénible, difficile et très peu efficace à un traitement de deux à trois mois, une pilule par jour, peu d'effets secondaires. Donc, on a changé complètement le paradigme autour de l'hépatite C. Ça ne veut pas dire que le traitement existe, qu'ils sont nécessairement disponibles, et même quand ils sont nécessairement disponibles comme on a la chance au Canada, qu'ils soient couverts par notre assurance. Ça ne veut pas dire que les personnes les plus vulnérables de notre société y ont accès nécessairement?[,] Il y a beaucoup de

recherches à faire à la fois sur l'implantation, mais aussi sur la découverte d'un vaccin, parce qu'il y a beaucoup de pays qui n'ont pas l'infrastructure qu'il faut pour implanter ces traitements-là, même si on leur donne les médicaments, donc la recherche d'un vaccin c'est aussi très important?»), a conclu la professeure.

Cet article est paru dans RCI - Radio Canada International (site web)

<https://www.rcinet.ca/fr/2020/02/28/lutte-contre-lhepatite-c-point-recherche-traitements-canada/>



Nom de la source

Le Soleil (Québec, QC)

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Hebdomadaire

Couverture géographique

Provinciale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Mardi 11 février 2020

Le Soleil (Québec, QC) • no. Vol. 124 n° 37 • p. 10 • 291 mots

Aussi paru dans

10 février 2020

- Le Soleil (Québec, QC) (site web)

Le Soleil (Québec, QC) (tablette)

La Voix de l'Est (Granby, QC) (tablette)

Don anonyme de 200 000 \$ à la clinique **SABSA**

Élisabeth Fleury

p. 10



Une généreuse donatrice qui désire garder l'anonymat a versé un montant de 200 000 \$ à la Fondation **SABSA** pour permettre à la coopérative du quartier Saint-Roch de poursuivre sa mission auprès de sa clientèle vulnérable.

Il semble que les reportages dans les médias annonçant la campagne de financement de l'organisation, dont l'objectif a été fixé à 120 000 \$ cette année, soit à l'origine du geste posé par la donatrice anonyme, selon un communiqué diffusé lundi par la Fondation **SABSA**. «En posant ce geste, je souhaite inciter d'autres donateurs à contribuer à ce modèle. Il est essentiel de soutenir ceux et celles qui se dévouent au quotidien pour donner accès à des soins aux personnes désaffiliées du système», aurait expliqué la philanthrope, dont la famille est originaire du quartier Saint-Sauveur, un quartier desservi par **SABSA**.

L'équipe de **SABSA** et les membres du conseil d'administration de la Fondation se disent «reconnaisants de la générosité exceptionnelle de cette grande dame». «Nous avons été touchées par sa sensibilité aux enjeux liés à la santé des plus vulnérables et par sa compréhension de l'importance

de soutenir des pratiques innovantes», a commenté l'infirmière praticienne Isabelle Têtu, une des cofondatrices de **SABSA**.

La coopérative offre environ 3600 consultations par année à une clientèle vulnérable qui ne fréquente pas le réseau de la santé traditionnel. Près de 70 % de ses patients ont un problème lié à la santé mentale ou à la toxicomanie, ou sont atteints du VIH ou de l'hépatite C.

Le gouvernement Legault a accordé un financement de 420 000 \$ sur trois ans à **SABSA**, mais les subventions restent insuffisantes, d'où la nécessité de tenir des campagnes de financement pour assurer la pérennité et l'avenir de la clinique.

© 2020 Le Soleil (Québec, QC). Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliCertificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200211-LS-0010


Nom de la source

Le Journal de Québec

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Mardi 11 février 2020

Le Journal de Québec • p. 5 • 381 mots

Aussi paru dans

11 février 2020

- Le Journal de Québec (site web réf.)

LA DONATRICE VEUT GARDER L'ANONYMAT : UN DON HISTORIQUE DE 200 000 \$ POUR LA FONDATION SABSA

DIANE TREMBLAY

La Fondation **SABSA**, qui soutient la Clinique **SABSA** offrant des services de soins de santé à une clientèle vulnérable, vient de recevoir un don substantiel de 200 000 \$ de la part d'une donatrice qui désire garder l'anonymat.

Après avoir entendu parler de la mission de la clinique dans de nombreux reportages, cette donatrice a contacté le personnel pour lui faire part de son intention d'offrir son soutien.

Selon Emmanuelle Lapointe, chargée de projets pour la Fondation, il s'agit du plus important don privé reçu jusqu'à ce jour.

«Étant donné que l'objectif est d'assurer la pérennité à long terme de la clinique, la contribution de cette généreuse donatrice va servir à cela », a affirmé Mme Lapointe, mentionnant que le premier contact remontait à la fin de l'été dernier.

COURONNÉE DE SUCCÈS

«Sa famille est originaire du quartier Saint-Sauveur. Elle est bien consciente des nombreux défis de donner des soins auprès des populations les plus vulnérables », a poursuivi Mme Lapointe.

En 2019, la Fondation **SABSA** a lancé une campagne de financement de 120

000 \$.

«C'est l'objectif qu'on s'était donné pour la première année. Finalement, on a récolté 278 000 \$ », a rappelé Mme Lapointe.

Le don de 200 000 \$ s'ajoutera à la somme déjà amassée au cours de cette campagne.

«En posant ce geste, je souhaite inciter d'autres donateurs à contribuer à ce modèle. Il est essentiel de soutenir ceux et celles qui se dévouent au quotidien pour donner accès à des soins aux personnes désaffiliées du système », a déclaré la donatrice dans un communiqué de presse.

RENOUER AVEC SES RACINES

Cette dernière a été émue du fait que la clinique se situe et travaille auprès des gens des quartiers Saint-Sauveur et Saint-Roch. Elle renoue ainsi en quelque sorte avec ses racines.

Près de 3600 personnes sont inscrites auprès de cette coopérative de solidarité

© 2020 MediaQMI. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200211-OR-fd44dcb0-4c98-11ea-9854-f33041be6093

offrant des soins infirmiers et psychosociaux dédiés aux personnes des quartiers centraux de la ville de Québec qui n'ont pas accès à un médecin de famille.

FINANCEMENT

La coopérative a connu une croissance rapide depuis sa fondation en 2011.

Son budget de fonctionnement s'élevait à 895 000 \$ en 2019, dont 42 % sont financés par le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec.





Nom de la source

ICI Radio-Canada - Québec (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Lundi 10 février 2020

ICI Radio-Canada - Québec (site web) • 300 mots

Un don anonyme de 200 000 \$ à la clinique SABSA

Radio-Canada

Une mystérieuse donatrice dont la famille est originaire du quartier Saint-Sauveur a fait un don de 200 000 \$ pour soutenir la clinique SABSA, une clinique de proximité où des infirmières offrent des soins aux personnes vulnérables de la Basse-Ville de Québec.

En posant ce geste, je souhaite inciter d'autres donateurs à contribuer à ce modèle. Il est essentiel de soutenir ceux et celles qui se dévouent au quotidien pour donner accès à des soins aux personnes désaffiliées du système, a commenté la donatrice qui souhaite conserver l'anonymat.

À la fondation SABSA, la chargée de projet Emmanuelle Lapointe souligne qu'il s'agit du don le plus important d'un particulier à la clinique.

Bien que SABSA cherche depuis plus d'un an à déménager dans de plus grands locaux, l'argent reçu servira plutôt à assurer le maintien des services déjà offerts.

On a besoin d'avoir un fonds qui va nous permettre, à plus long terme, de pouvoir fonctionner. Il ne s'agit pas d'élargir avec de nouveaux services, c'est vraiment de supporter ce qu'on fait déjà, précise Emanuelle Lapointe.

On a été enchanté. C'est sûr qu'on était réjoui. Ça été une surprise qu'on n'at-

tendait pas.

Emmanuelle Lapointe, chargée de projet à la Fondation SABSA. À l'été 2019, le gouvernement du Québec a octroyé une subvention de 420 000 \$ sur trois ans à la clinique de proximité. La Fondation souligne que ce montant couvre à peine la moitié des dépenses annuelles.

La clinique SABSA offre des services à plus de 3000 patients qui habitent principalement dans les quartiers Saint-Roch et Saint-Sauveur.

Les utilisateurs de la clinique sont principalement des personnes vulnérables qui ne fréquentent pas les services de santé traditionnels. Il n'y a aucun médecin sur place et tous les services sont offerts par des infirmières.

Cet article est paru dans ICI Radio-Canada - Québec (site web)

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1515309/don-anonyme-clinique-sabsa-sante-quebec>

© 2020 CBC/Radio-Canada. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certifié émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20200210-CSQ-006



Le Journal de Québec (site web réf.) - Canoë - le journal de Québec

10 février 2020

La Fondation SABSA reçoit un don anonyme de 200 000\$

Nom de la source

Le Journal de Québec (site web réf.) - Canoë - le journal de Québec

Type de source

Presse • Presse Web référencée

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

La Fondation SABSA reçoit un don anonyme de 200 000\$ Autres PHOTO D'ARCHIVES, JEAN-FRANÇOIS DESGAGNÉS Diane Tremblay ...

Lire la suite

<https://www.journaldequebec.com/2020/02/10/la-fondation-sabsa-recoit-un-don-anonyme-de-200-000>

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

web-20200210-ORW-1120249_4830593374_10930206



Nom de la source

ICI Radio-Canada - Québec (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Québec, Québec, Canada

Samedi 25 janvier 2020

ICI Radio-Canada - Québec (site web) • 549 mots

Quand Saint-Roch devient hors de prix pour une clinique de proximité

La coopérative de solidarité **SABSA**, qui offre des soins de santé aux plus vulnérables, peine à se loger en Basse-Ville de Québec. Outre les prix élevés et la rareté des espaces disponibles, ce sont parfois des propriétaires immobiliers qui n'en voudraient tout simplement pas comme locataire.

Voilà un an que **SABSA** tente de déménager dans des locaux plus grands.

Forte de divers financements publics, la clinique sans médecin, opérée par une superinfirmière, a vu son personnel passer de 6 à 15 employés ces deux dernières années.

Le local actuel, rue Saint-Vallier Est, est devenu trop petit.

La salle d'attente compte à peine 7 chaises. Il y a des journées où les gens attendent debout, explique Amélie Bédard, directrice de la coopérative. Il n'y a pas de salle de repas pour les employés. On ferme la porte à l'heure du dîner, on tire le rideau et on installe une table dans la salle d'attente pour manger.

Pas toujours bienvenueL'organisme dessert 1500 patients chaque année et offre quelque 3500 consultations.

La clientèle se trouve pour la plupart en Basse-Ville. Elle est majoritairement composée de personnes vulnérables, désaffiliées du réseau de la santé, sans médecin et parfois même sans carte de

la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

L'organisme oeuvre également dans la lutte contre les opioïdes, traite des patients atteints du VIH et de l'hépatite C.

Pas question de s'installer ailleurs que dans Saint-Roch et Saint-Sauveur, selon Mme Bédard.

On répond à des besoins criants. Il y en a beaucoup plus qu'on pense. On est une ressource essentielle. Il ne faut pas qu'on aille ailleurs.

Amélie Bédard, directrice, coopérative de solidarité **SABSA** La recherche de locaux s'avère cependant difficile.

À la base, l'organisme convient qu'il a des besoins particuliers : un rez-de-chaussée, entre 3000 et 4000 pieds carrés et une infrastructure qui pourra permettre d'aménager sa clinique de proximité.

Mais certaines options ont carrément été écartées d'emblée par des propriétaires d'immeubles eux-mêmes.

J'ai regardé différentes opportunités et certains propriétaires nous ont dit que notre clinique ne cadrerait pas dans leur vision. [...] Il y a ça aussi à garder en tête : on a une clientèle qui n'est pas nécessairement toujours bienvenue partout, se désole Mme Bédard.

Devant la situation, la coopérative lance un appel à l'ouverture.

© 2020 CBC/Radio-Canada. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 29 juin 2022 à H+K-Stratégies (10 lecteurs) à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20200125-CSQ-002

On fait partie du tissu social et on pense que c'est la contribution des futurs propriétaires et des propriétaires de faire un peu leur part aussi en acceptant de loger des organismes comme le nôtre, plaide sa directrice.

La clinique sans médecin **SABSA**.

Photo : Radio-Canada

Locaux rares, ou trop chersLa rareté des locaux et les prix de location font aussi partie des contraintes.

Actuellement, l'organisme paie 15 \$ le pied carré. Si on veut bouger dans des espaces un peu plus neufs, on est dans le 25 \$ du pied carré. Sans compter les taxes et le coûts des rénovations, ce sont de bonnes augmentations à absorber pour un OBNL comme nous, affirme Amélie Bédard.

Et un loyer de base trop élevé viendrait tout simplement déstabiliser le budget, déjà dépendant du financement public. Si un local me coûte 120 000 \$ par année, ça va ponctionner l'ensemble de mon financement. [...] Il faut être prudent pour les prochaines années, il ne faut pas s'égorger avec un loyer trop cher.

David RémillardTwitterCourriel

Cet article est paru dans ICI Radio-Canada - Québec (site web)

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1490732/saint-roch-hors-prix-cooperative-solidarite-sabsa>